

- **Les camps soviétiques en France** (Les Russes livrés à Staline en 1945)
Georges Coudry – Albin Michel, 1997
- **Le dernier secret** (1945 : comment les alliés livrèrent deux millions de Russes à Staline)
Nicholas Bethell – Le Seuil, 1975

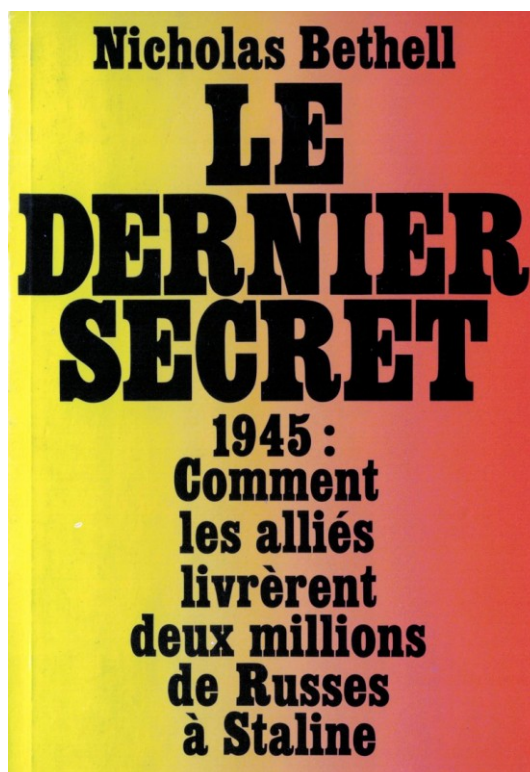
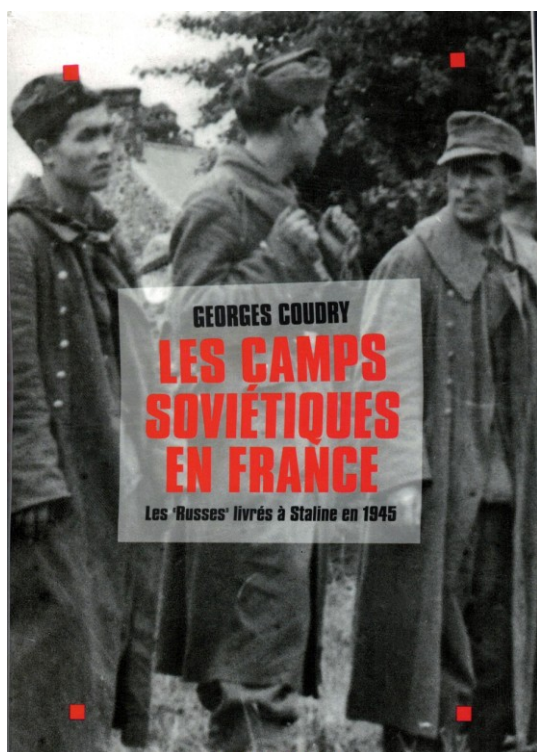
Conditions d'enrôlement des *Osttruppen* dans la Wehrmacht

Conduite au combat

Passage de certains d'entre eux à la Résistance

Leur capture et leur captivité

Les conditions de leur restitution à l'Union soviétique



De nombreux « Russes » ou plus exactement de nombreux représentants de peuples sous administration soviétique, vont se trouver enrôlés (de gré ou de force, civils comme militaire), dans la machine de guerre allemande, aussi bien sur le front de l'Est que sur celui de l'Ouest. Le plus grand nombre de ces *Hilfswillige* ou *Hiwi* (auxiliaires volontaires) ou *Freiwillige* (volontaires libres), *Baubataillon* (bataillons de construction du génie), *Osttruppen*, *Ostbataillone*, *Ostlegionen*, *ROA* (*Rouskaïa osvoboditelnaïa armia* – Armée de libération russe ou Armée Vlassov) seront soit tués soit faits prisonniers à travers toute l'Europe de 1941 à 1945.

Parmi ces hommes (et parfois ces femmes), un certain nombre se sont engagés volontairement aux côtés de l'Allemagne, croyant ainsi lutter contre un régime soviétique devenu leur ennemi (en particulier en Ukraine), d'autres se sont enrôlés tout simplement pour ne

pas périr dans les camps, d'autres enfin pour travailler et ne pas mourir de faim... Très peu se sont engagés par affinité idéologique avec le nazisme. Par conséquent, dès que la Wehrmacht va commencer de subir des revers, ces troupes vont s'avérer de moins en moins fiables. Au cours de la dernière année de la guerre, on verra même de nombreux « Russes » retourner leurs armes contre leurs maîtres, soit individuellement, soit même parfois par bataillons entiers. Et lors des combats pour la libération de la France, nombre de ces soldats perdus serviront d'instructeurs aux jeunes engagés FFI et participeront aux combats les plus durs contre l'ennemi.

Dès 1944 vont se multiplier les rencontres et les conventions d'échange de prisonniers entre les Alliés russes, américains, britanniques et français. Ce processus sera définitivement formalisé en février 1945 par une clause des accords de Yalta.

Sans attendre ces accords, dès l'été 1944, les prisonniers russes faits par les Anglais sur le front normand sont transférés dans des camps en Angleterre. Et aussitôt, prenant à la lettre les bonnes paroles et les promesses de pardon que les officiels soviétiques diffusent à flot lors de leurs visites, les Britanniques vont s'efforcer de transférer ces prisonniers dans leur « mère-patrie », même contre leur gré. Incidents, supplications, évasions et suicides des prisonniers russes, n'entraveront pas le cours des choses, à la satisfaction des deux alliés. Et cette attitude britannique va inspirer aussi bien les USA que la France... Ainsi, près de 120 000 personnes dont la plupart seront rapatriées, transiteront en France dans quelques 130 camps de regroupement. Seul le Liechtenstein refusera d'envoyer à une mort quasi certaine (soit par exécution directe à leur retour, soit au Goulag) le demi-millier de Russes qui s'étaient réfugiés sur son territoire en mai 1945. Ce drame minutieusement documenté aussi par Alexandre Soljenitsyne dans « L'Archipel du Goulag » est encore à ce jour largement méconnu.

Les soldats et civils russes capturés sur notre sol pendant les combats ou après la Libération vont devenir les otages de la réciprocité des échanges entre la France et l'URSS sur la question des prisonniers... « Rendez nous vos *Osttruppen*, vos *ROA* et vos « Vlassov », nous vous rendrons les prisonniers des Stalags libérés par l'Armée rouge, les STO, mais aussi les « Malgré nous » alsaciens lorrains engagés dans la Wehrmacht et autres LVF ! » Il ne sera bien sûr tenu aucun compte des conditions de l'enrôlement des « Russes », ni même de leur ralliement éventuel à la Résistance et de leur contribution parfois décisive à de nombreux combats aux côtés de leurs camarades français. De Gaulle, qui n'aura de cesse de se voir reconnu par Staline comme l'un des quatre grands malgré son absence à Yalta, va donc se soumettre à lui sur cette question en signant un avenant aux accords de Yalta le 29 juin 1945.

Un officier français, le commandant Victor Fournier, membre de l'état-major FFI parisien, va être chargé par le général Juin de négocier avec le NKVD le retour de ces prisonniers en URSS. En même temps, le Parti communiste français, soit directement, soit à travers les organisations de résistance où il est influent (les FTPF ou la MOI par exemple) s'efforce de repérer, identifier, regrouper, « rassurer », et en définitive d'utiliser ces Russes pour ses propres fins politiques ou de propagande, en particulier dans la sourde guerre d'influence entre communistes et gaullistes au sein du GPRF.

Deux camps vont constituer les matrices de tous les autres, celui de Nîmes et celui de Beauregard à la Celle-Saint-Cloud. Avant que la trappe de Staline ne se referme sur eux, on y apprivoise les prisonniers en leur octroyant des permissions ou en les laissant faire le mur pour se livrer à de petits trafics ; ils nouent des liens avec la diaspora civile des « Russes blancs » arrivés en France dans les années 20, épousent même parfois des Françaises !

Au fil des mois, la plus grande part de ces Russes ou assimilés vont donc être regroupés dans des camps répartis sur l'ensemble du territoire. Gardés souvent par leurs propres hommes et leurs propres armes, ils sont dans ces camps l'objet de toutes les manipulations, de toutes les promesses et de tous les chantages. Ils y reçoivent la visite d'officiers de l'Armée rouge et du NKVD, parfois accompagnés par des représentants du PCF, des émissaires de l'Armée régulière française reconstituée ou des représentants du GPRF. On verra même se constituer un chœur de

60 prisonniers russes dans le camp de Beauregard qui aura l'honneur de se produire à Paris dans la salle de l'Apollo en janvier 1945, en présence de membres du gouvernement français, de représentants du PCF et de l'ambassadeur soviétique Bogomolov !

Il s'agit d'endormir les méfiances et de convaincre ces prisonniers de monter sans faire d'histoire dans les bateaux qui les ramèneront vers la mère patrie prête à tous les pardons. Une fois qu'ils auront débarqué à Odessa, leur sort funeste ne nous concernera plus !

Pour illustrer le sort tragique de ces hommes, j'ai extrait des deux ouvrages en référence quelques pages particulièrement significatives.

Pages extraites de l'ouvrage de Georges Coudry **Les camps soviétiques en France**

D'où viennent-ils et combien sont-ils ?

En Pays balte, dès la conquête par le groupe d'armées allemandes du Nord, les premières expériences d'enrôlement de volontaires se développent rapidement. Alors qu'elles portent officiellement le nom de *milices*, les premières unités de combattants volontaires apparaissent déjà sur le front au cours de l'été 1941. Dans le secteur du groupe d'armées du Centre, le commandant des arrières, le général comte von Schenkendorff, a la surprise, le 22 août 1941, de recevoir à son PC de Mohilev (Biélorussie) un « émissaire cosaque » envoyé par le major Ivan Nikitich Kononov. Il vient lui offrir « la reddition d'une importante unité » oubliée dans la débâcle soviétique, le 436^e régiment d'infanterie. À la suite d'une rapide entrevue avec Schenkendorff, Kononov convainc ses hommes de le suivre et de s'engager contre Staline « et ses sicaires du NKVD ». Le 436^e régiment devient, sur-le-champ, le 102^e régiment de Cosaques. Leur espoir est de former « le noyau d'une grande armée de libération russe » et d'être bientôt rejoints par « des millions de compatriotes¹ »...

En 1942, lors de l'invasion du Kouban, les populations « non russes » accueillent les envahisseurs avec des couronnes de fleurs et des gâteaux traditionnels. Le commandement allemand, conscient des atouts que cela représente, met aussitôt sur pied des formations d'infanterie et de cavalerie. La première division ainsi formée est confiée au général allemand Pannwitz qui, lors du repli, la conduira jusque dans les Balkans. C'est ainsi que naissent les *Ostlegionen*, qui resteront toujours indépendantes de Vlassov.

Ce n'est qu'après Stalingrad et la défaite que les nazis commencent à considérer les Slaves autrement que comme des *Unter-*

menschen et à envisager de les utiliser en force d'appoint contre les Alliés. Près d'un million de « Russes » sont ainsi levés et incorporés dans les troupes de l'Est et les unités d'auxiliaires. Une Armée nationale de libération, en uniforme et sous commandement russe, distinguée par une cocarde aux couleurs de l'ancienne Russie, est créée à Ossinovka, près de Smolensk. Hitler, informé, exige aussitôt sa dissolution².

Cependant, en se passant de l'accord du Haut Commandement de l'armée (OKH), la Section IV constitue des formations tatares et kalmoukes, une légion musulmane du Caucase, une légion arménienne, une légion du Turkestan, etc. Un ex-officier du tsar, issu de l'émigration blanche en Allemagne, le général Krassnov, favorise une véritable mobilisation dans les campagnes du Don, du Kouban et du Terek, si bien que la division cosaque du général von Pannwitz est convertie en corps d'armée, le XV^e Corps cosaque³.

Les levées de volontaires (*Freiwillige*), en 1943, s'étendent à tout l'espace européen occupé. « Engage-toi dans la Waffen SS », conseille un soldat casqué sur l'affiche apposée sur les murs des villes. Vingt-sept parmi les 38 divisions SS [toutes n'ont pas combattu] ont favorisé le recrutement dans les territoires occupés ou alliés. En mars 1943, Hitler autorise la création d'une division SS en Galicie. Himmler y met toutefois une condition : elle ne portera pas le nom de « division ukrainienne », mais plutôt celui de « division galicienne⁴ ». Le 28 avril 1943, la SS appelle à l'engagement les jeunes Ukrainiens de Galicie et de Volhynie. L'afflux de volontaires dépasse de très loin les possibilités en dépit du fait que la direction nazie a rayé de la carte le nom même d'Ukraine.

Fin 1943, les renseignements affluent de la France captive vers Alger. Une note sur « l'ordre de bataille allemand » constate une « présence de plus en plus nombreuse d'éléments allogènes (croates, polonais, russes, géorgiens, etc.). Deux divisions russes et géorgiennes seraient en Bretagne et dans le Cotentin⁵ ».

C'est à ce moment précis que, sur décision de Hitler, 55 bataillons allemands de la couverture atlantique sont remplacés par 55 bataillons d'*Ostruppen*⁶. Est-elle exagérée, cette évaluation d'un informateur, qui estime à 60 %, peu avant le débarquement en Normandie, le taux de soldats étrangers dans les forces d'occupation ? De très nombreuses indications du Deuxième Bureau

français, du G2 américain, du MI britannique nous en rapprochent. De même le démontrent les patronymes des prisonniers interrogés durant la campagne d'Alsace-Lorraine, en 1944-1945. La 159^e division d'infanterie allemande qui, début septembre, tente de barrer la route aux Américains, installe des éléments du 950^e Indische Regiment derrière les vieux remparts des forts de Besançon. Les presque 20 000 hommes de la colonne Elster, repliée du Sud-Ouest et dont la reddition a lieu dans la région de Nevers, comptent une forte proportion d'éléments étrangers, notamment de soldats dits « russes ».

Aux yeux de la population, le mélange des races, si l'on peut dire, n'apparaît pas clairement. Sous la vareuse verte, le poncho et le casque camouflé, comment distinguer un Polonais, un Danois, un Flamand, d'un Allemand ? Au bout du fusil du maquisard en embuscade, le soldat ennemi n'a qu'une couleur : il doit être abattu.

Les appellations (Cosaques, Russes, Mongols) que le langage populaire a retenues, recouvrent en réalité une très vaste bigarrure, un méli-mélo d'ethnies, de peuples, de traditions parfaitement hétérogènes au fond slave. Alluvions tchétoches, loess circassien, sédiments ossètes, déposés en strates par les grandes migrations venues d'Asie ! La mosaïque des peuples de la Grande Russie colonisés au long des siècles par les tsars et maintenus, depuis la révolution d'Octobre, sous la poigne de Lénine puis de Staline, se retrouve, dès juin 1941, dans les stalags et oflags de la zone arrière allemande — et, par la suite, en Pologne et dans le Reich.

Ces composantes hétérogènes sont dispersées aux quatre coins de l'Europe en guerre. Les « volontaires russes » sont groupés en petites unités nationales (bataillons, brigades, régiments), lâchées parfois en meutes contre les résistances nationales, grecque, serbe, française, italienne ou yougoslave. En Pays baltes, en Pologne, Biélorussie ou Ukraine, des formations supplétives de police locale appuient les commandos spéciaux de la SS de Himmler.

À l'Ouest, les unités « russes » sont maintenues en réserve sur l'Atlantique et la Méditerranée. Elles doivent se montrer actives dans les régions de l'intérieur pour manifester la présence de l'occupant. L'engagement des unités les plus « sûres » contre les maquis, progressif en 1943, s'amplifie après le 6 juin 1944 et se prolongera jusqu'au retrait de la Wehrmacht.

G. Coudry, p. 109

Un rapport du MI* britannique, daté du 21 février 1944, analyse « l'utilisation des originaires de Russie en France » et distingue trois catégories :

1. la Légion orientale : régiments de Kalmouks, Géorgiens, Azerbaïdjanais, Musulmans, placés sous un commandement direct allemand. Y sont inclus les Cosaques du Don et du Kouban, considérés comme mercenaires, à l'exemple de la Légion étrangère de l'armée française ;

2. les ex-prisonniers, volontaires ou non, amalgamés dans les services ou réunis en bataillons d'infanterie très fortement encadrés ;

3. les bataillons de travail forcé, issus des stalags ou de la déportation, employés aux travaux du génie, aux bases aériennes, à la construction des forteresses du « mur de l'Atlantique »...

Ce rapport, assez près du schéma réel d'organisation, évalue des forces peut-être exagérées à 200 000 hommes. Nicolas Tolstoï, qui le cite, déclare que d'autres estimations portent à 470 000 le nombre des soldats « russes » en France.

En avril 1944, en France, le dispositif allemand, qui affrontera les Alliés est en place. Côté bataillons « russes », peu ou pas de changement depuis octobre 1943. Certains perdent leur étiquette nationale et reçoivent l'appellation et le numéro d'un *Festung Bataillon* (bataillon de forteresse).

En août, après la terrible bataille de Falaise (« Stalingrad en Normandie ** »), quand s'accélère le reflux de l'armée d'occupation en direction des frontières, les soldats marqués de l'écusson ROA, les « *Hiwis* » (rebaptisés *Freiwilligen*) et, quelquefois aussi, les *Baubataillone*, marcheront et combattront au milieu des troupes en retraite.

Ce n'est pas un sauve-qui-peut. La nasse ne se referme pas sur l'armée battue. La cause en serait l'essoufflement logistique allié. Mais le recul général allemand s'accompagne d'un grand chambardement chez les « Russes », sacrifiés dans les « verrous » [*Riegel*] aux nœuds de communication. C'est une tactique que, depuis

* MI — *Military Intelligence* : service de renseignement britannique équivalent du Deuxième Bureau français.

** C'est le titre choisi par Eddy Florentin pour son livre sur cette bataille paru aux Presses de la Cité.

les défaites à l'Est, la propagande nazie a qualifiée de « défense en hérisson ».

Cependant, une inconnue de taille fausse le tableau des effectifs. C'est la proportion d'engagements individuels dans les formations régulières de la Wehrmacht ou des Waffen SS. On a la preuve qu'au même titre que les Alsaciens-Lorrains, des « Russes » ont été incorporés à la division SS Das Reich. Ces soldats « venus du froid » (et des steppes de l'Asie centrale) étaient largement disséminés et postés à tous les niveaux dans l'armée allemande. Comment et quand cela s'est-il produit ?

Le Blitzkrieg à l'Est (l'opération Barbarossa) a conduit, en 1941, les avant-gardes de l'armée du Centre à quelques kilomètres seulement de la place Rouge. Au cours de l'avance, la débâcle soviétique est telle que des centaines de milliers de soldats tombent entre les mains des Allemands. Les unités d'assaut, les services spécialisés, transport, intendance, transmissions ramassent et engagent, plus ou moins ouvertement, des soldats perdus dans ces immensités de plaines et de forêts. Ces « auxiliaires » de la première heure ne seront pas nécessairement regroupés comme les soldats libérés des camps. Sous l'uniforme feldgrau, ils participent à la plupart des campagnes, sillonnent l'Europe comme autrefois les soldats étrangers de la Grande Armée de Napoléon. Ont-ils conscience de combattre pour l'Europe ? De soldats perdus à combattants de l'armée ex-ennemie, voici ces « Popov », ces « Ivan » compagnons d'armes des Allemands de souche. Nombre d'entre eux du reste sont issus de populations d'origine germanique établies depuis des lustres dans certains territoires de la Russie — et en Moldavie. Peut-être chantaient-ils déjà la fameuse chanson de route *Ich hatte eine Kameraden* ?

Le capitaine Wilfried Strik-Strikfeldt, germano-balte attaché à la personne de Vlassov à partir de 1942, est un bon témoin⁷. Relatant la naissance, l'odyssée et les naufrages successifs du mouvement créé par l'ex-général soviétique, il explique ainsi cette sorte

* « J'avais un camarade... marchant du même pas », chanson de Ludwig Uhland (1809), connue dans tout le monde germanique, y compris dans l'armée helvétique.

de génération spontanée d'auxiliaires russes dans l'armée allemande :

« D'innombrables anciens officiers et soldats de l'Armée rouge, ainsi que des citadins et des paysans s'étaient alors adjoints à des unités allemandes ou avaient été enrôlés par elles. Ils se révélèrent indispensables pour le transport des munitions et d'autre matériel.

« Dès cette période et jusqu'en octobre 1941, les troupes combattantes subirent des pertes élevées (18 à 20 % au groupe d'armées du Centre), aussi les chefs accueillirent-ils cet appoint avec plaisir ; chacun essayant de se renforcer.

« Contrairement aux politiciens [nazis] de Berlin, les soldats du front savaient que tout travailleur doit manger convenablement et aussi fumer — même quand il est russe. Aussi, les volontaires furent-ils ravitaillés discrètement. Quand on posait une question, sur la route, au conducteur d'une voiture militaire, on s'entendait fréquemment répondre *nix ponimai* [je ne comprends pas]. Ces chauffeurs russes conduisaient à bon port du matériel allemand sur des centaines de kilomètres.

« On les appela d'abord "nos Ivan", puis on créa pour eux un vocable spécial : "*Hiwis*" (*Hilfswillige*, auxiliaires volontaires). Il y avait parmi eux des gens qui désiraient échapper à la captivité dans un camp et d'autres qui obéissaient à des raisons égoïstes, mais c'était humain, donc compréhensible... »

L'ami allemand du général Vlassov ne fait que noter un phénomène naturel répandu dans toutes les armées à toutes les époques. Il n'y a pas de système, ni aucun projet au départ. Cela tient au simple hasard.

Avant d'être capturés, beaucoup ont rejoint la Résistance

En avril 1944...

(à signaler que l'*Ost-Artillerie-Abteilung* 752 est celui du Major Potiereyka)

C'est la meilleure période pour s'assurer une bonne connaissance de l'implantation des bataillons et des régiments à l'ouest de l'Europe (voir carte à fin décembre 1943), compte tenu de la relative stabilité de l'ordre de bataille.

En Bretagne et dans les Landes, l'organisation de la défense est détaillée dans le rapport du XXV^e Corps d'armée⁹. Trois divisions d'infanterie stationnent dans la péninsule bretonne à la veille du débarquement. Leur sont rattachés les bataillons : 633 (de l'Est), 800 (Nord-Caucasien), 634 (de l'Est), 285 (Groupement cycliste de l'Est), 636 (de l'Est, moins deux compagnies), 798 (Géorgien), 752 (de l'Est plus 2 compagnies du 636). Dans les Landes, à Soustons, depuis 1943, se trouve le 625 (de l'Est).

L'*Ostlegion*, dépendant directement de l'OB-West de Saint-Germain-en-Laye, est placée au-dessus d'une ligne Millau-Digne, dans les secteurs attribués en ex-zone libre aux « états-majors de liaison ».

L'*Ostlegion* forme cinq régiments employés dans la lutte « anti-terroriste » (c'est-à-dire contre les maquis). Le commandement est fixé à Lyon. Selon Jacques Mordal, il contrôle cinq dépôts¹⁰ : Castres, Mende, Chaumont, Bourg-en-Bresse et Langres. À la tête de ces troupes bigarrées et peu sûres, mais maintenues par une discipline de fer, se trouve le général-major Ralph Heygendorf. À partir de juin 1944, le général-major Uller lui succédera.

Le transfert définitif des troupes de l'Est sur la côte Atlantique et la mer du Nord fait suite à une décision de Hitler, elle-même conséquence du comportement de quelques formations engagées dans les offensives du printemps et de l'été 1943 sur le front russe. Le haut commandement de la Wehrmacht, composé d'officiers de tradition, a un peu forcé la main au Führer, en pratiquant une *Ostpolitik* favorable à la constitution d'une armée russe de libération, tout à fait contraire aux projets d'asservissement et d'anéantissement des peuples slaves, ces *Untermenschen* de la doctrine nazie.

Mais l'arrivée, en plusieurs vagues, de ces bataillons peu aptes au combat n'est pas du tout considérée comme un cadeau. La question était : comment se prémunir, dans l'emploi massif d'étrangers, contre la prolifération interne de ces ex-ennemis, dont on est en outre détesté ?

La réponse est une cascade de notes, diffusées par le Haut Commandement à l'Ouest (OB-West), annonçant le transfert progressif des bataillons destinés à renforcer les unités russes et

allemandes en position sur l'Atlantique — et précisant le fonctionnement, l'articulation, les rapports de subordination, les dangers potentiels, les règles de cette épineuse translation.

La distinction suivant l'origine nationale est définie avec précision.

Notons que l'*Ostlegion* conserve, en 1943, son articulation en régiments. Non intégrées dans les divisions de combat, des unités seront absorbées par la XIX^e Armée de Wiese pour la défense côtière en Provence, puis, lors de la retraite, le long du Rhône.

Citons la présence du 950^e *Indische Regiment* d'une *Indische Legion* recrutée dans les camps de prisonniers en Cyrénaïque, Tunisie et Italie. Cette légion est étroitement surveillée par Hitler qui, avant El-Alamein et Stalingrad, projetait de grandes conquêtes en Orient. Il a médité sur l'effet, en Inde, d'une jonction avec la flotte de l'amiral Yamamoto qui, en juillet 1942, cinglait en direction de Ceylan et du golfe Persique¹¹. L'antique exploit d'Alexandre le Grand et la campagne d'Égypte de Bonaparte l'éblouissent encore, quand déjà sonne, pour lui et son peuple, le glas des aventures.

La transfusion du « mauvais sang » imposée à l'OB-West est analysée avec sérieux dans un ouvrage de référence de l'historien Hans Wegmüller¹². Un simple extrait éclaire l'ensemble des difficultés auxquelles le Haut Commandement est confronté. Comment l'armée va-t-elle digérer ce cheval de Troie menaçant et incertain ? « Ces bataillons géorgiens, volgo-tatars, nord-caucasiens, cosaques, furent pour la plupart intégrés, jamais plus d'un bataillon à la fois, dans la composition organique du temps de guerre des divisions côtières allemandes. Par principe ils furent engagés dans la défense côtière encadrés par deux bataillons allemands et, dans chaque cas, sous commandement allemand.

« Les contacts avec la population civile furent, autant que possible, prohibés ; également les déplacements à proximité des frontières espagnole, italienne, suisse. »

Lors de l'intégration des bataillons de volontaires de l'Est dans les divisions allemandes, de même qu'à l'occasion de leur emploi et du cantonnement dans la zone de combat, il fallait veiller au fait que « les Arméniens ne peuvent aller qu'avec des Géorgiens, les peuples turcs qu'avec des Azerbaïdjanais ». Tout autre assemblage, d'après l'OB-West, conduirait à des oppositions irrémédiables. Par contre, chacune des ethnies citées ci-dessus s'accorde

dans les *Ostbataillon* (Russes)

G. Coudry, p. 115

Le Haut Commandement allemand qui, dès l'ouverture de la campagne de Russie, en contradiction avec le Führer, a joué la carte de l'*Ostpolitik*, reçoit le fardeau, en 1943, des bataillons transférés d'est en ouest. La fidélité des soldats déplacés n'est plus assurée. Le géant militaire allemand découvre ses « pieds d'argile ». Sous la pression des événements et de la propagande alliée (notamment à l'appel des groupes FFI pro-soviétiques), la contagion de la désertion ne va-t-elle pas gagner l'élément allogène et particulièrement le tronc multinational « russe » de la Wehrmacht ? L'édifice peut basculer soudain dans une grande révolte de l'Europe contre « l'Ordre nouveau ».

Gaston Laroche (colonel FFI Boris Matline) raconte¹ comment furent formés et employés des détachements soviétiques de partisans, déserteurs des troupes de l'Est. Sous la direction de Nicolas (Yvan Skripai), membre du comité central des Prisonniers de guerre soviétiques, le détachement « Maxime Gorki », stationné dans la forêt de Châtillon, menait des combats acharnés contre les Allemands et participait aux opérations qui devaient amener la prise de Châtillon-sur-Seine. Ces opérations étaient quelquefois menées en accord tactique avec les FFI : « Après une réunion du comité central des PGS qui se tint le 5 mai 1944 dans la rue François-Miron, à Paris, Skripai fut chargé de se rendre dans la Côte-d'Or où il avait déjà séjourné et dont il connaissait le terrain, afin de grouper tous les patriotes soviétiques en une unité spéciale. Ce qu'il fit. Il incorpora également dans le détachement sous son commandement, des partisans d'autres nationalités. »

Suit un récit précis et coloré des combats sans merci autour de

la nationale 454, en forêt de Châtillon, de la prise des villes de Sainte-Seine et de Châtillon (9 septembre 1944) :

« À Paris pendant l'insurrection, [...] l'Union des patriotes russes et des prisonniers soviétiques évadés (puis repris) prend possession, au nom de la patrie soviétique, de l'ambassade de l'URSS, rue de Grenelle.

« Steveroff, capitaine de l'Armée rouge, évadé d'un camp de prisonniers, a vaillamment combattu à la tête d'un détachement de prisonniers russes évadés et de FTPF. [Il] a tenu avec son détachement au pont d'Asnières, pendant une journée et une nuit, contre les forces blindées allemandes, [il] a détruit avec ses hommes, six camions allemands, quatre voitures légères et pris une grande quantité de matériel de guerre. [...]

« Le 26 août 1944, une foule enthousiaste converge de tous les quartiers de Paris vers l'Hôtel de Ville où le général de Gaulle vient saluer les combattants de la Résistance, libérateurs de la capitale. Partis de leur PC de la rue Galliéra, les partisans soviétiques descendent les Champs-Élysées, déployant une banderole qui salue le général de Gaulle. Après avoir traversé la place de la Concorde et s'être approchés de la statue de Jeanne d'Arc, ils sont pris pour cible et une rafale de coups de feu s'abat sur eux. Des

hitlériens et des collaborateurs, postés sur les toits, ont été saisis de fureur à la vue du drapeau soviétique. *L'Humanité* du 27 août 1944, qui relate ces faits, évoque en ces termes le passage du groupe soviétique au cours du défilé : « Un groupe qui fut acclamé sans fin, dans cette manifestation de la fierté et de la grandeur de la France, c'est celui des prisonniers de guerre soviétiques délivrés des affreux camps allemands, évadés, participant aux FFI et qui étaient accompagnés de membres des "patriotes russes en France". Fièrement, le drapeau rouge de l'URSS flottait en tête du fort groupe, avec une pancarte portée par deux jeunes communistes soviétiques, déportés depuis deux ans portant ces mots : "Les prisonniers de guerre soviétiques saluent le général de Gaulle l'ami de notre Patrie..." Le drapeau rouge fut accueilli par la foule, par des cris innombrables de : Vive les Russes. »

Selon ce même Gaston Laroche, « en janvier 1944, le comité central des PGS contrôlait plus de vingt comités militaires de camp. [...] À Paris, en décembre 1943, se constitue un comité

central des Prisonniers de guerre soviétiques (CCPS) [...]. Des instructeurs sont mis à leur disposition, recrutés parmi les communistes anciens combattants des Brigades internationales, connaissant le français [...] ».

Les nouvelles recrues prêtent serment : « Moi, Patriote de l'Union soviétique, entrant dans les rangs des partisans, je deviens un combattant du front anti-hitlérien. Ce nom, je le porterai avec honneur, comme un véritable citoyen de l'URSS. [...] Peut-être succomberai-je, mais je veux qu'on sache que je suis resté un fils fidèle à mon peuple et que je suis mort en luttant pour la juste cause de ma glorieuse Patrie soviétique. »

Entre février et août 1944, dans les seuls départements du Nord, du Pas-de-Calais, de la Moselle, de la Meuse, de la Meurthe-et-Moselle et de la Côte-d'Or, le bilan des pertes infligées à l'armée hitlérienne en France s'établit comme suit : « 3 500 soldats et officiers allemands tués ; 65 convois militaires déraillés et plus de 1 000 wagons détruits ou endommagés ; 9 lignes de haute tension endommagées ; 76 locomotives et 50 camions détruits ou endommagés ; 3 ponts d'importance militaire détruits ; 90 lignes téléphoniques endommagées. Butin pris à l'ennemi : 2 canons lourds ; 14 mitrailleuses ; 36 mitraillettes ; 850 fusils et fusils automatiques ; plus de 100 camions et voitures automobiles ; 650 officiers et soldats faits prisonniers et remis aux autorités militaires alliées. Tués : 80 soldats et officiers. Blessés : 11 soldats et officiers. Prisonniers : 25 soldats et officiers. Trophées : 2 voitures, 4 motocyclettes, 24 fusils, plus de 16 000 cartouches ; 200 grenades, 8 caisses d'obus. Il s'agit là évidemment d'un bilan très incomplet mais il témoigne de l'efficacité des partisans soviétiques... »

L'auteur conclut :

« L'étude de cette doctrine [des partisans] et son application au front russe a joué un rôle important dans la formation et la lutte des Forces françaises de l'Intérieur. La participation à cette lutte d'hommes qui en avaient acquis l'expérience a été précieuse. »

Le chapitre exposant les ralliements s'intitule : « Les Soviétiques enrôlés de force rejoignent la Résistance » :

« Les Allemands renouvelèrent à propos des prisonniers soviétiques l'erreur qu'ils avaient commise dans les relations avec les Républiques qu'ils occupèrent en URSS. Ils s'imaginèrent qu'en tirant des camps, où ils périssaient de misère, des Géorgiens, des Arméniens,

des Tadjiks ou des Ukrainiens, qu'en les revêtant d'uniformes allemands et qu'en les encadrant solidement, ils feraient d'eux des auxiliaires dévoués. C'était mal connaître le patriotisme soviétique, car dès qu'ils furent établis en France, les soldats de l'URSS cherchèrent les moyens de se libérer et de reprendre la lutte contre les hitlériens. Leurs actions ont été d'un très grand appoint pour la résistance française.

À Cherbourg, le 1^{er} bataillon géorgien se tourna contre les Allemands. À Vannes, le 4^e bataillon géorgien se joignit aux insurgés et permit de libérer la ville et sa région.

Au Havre, les prisonniers soviétiques prêtèrent une aide efficace aux Anglais.

À Marseille, le groupe Novadov-Katchatourian contribua à la libération de la ville.

À Saint-Tropez et à Toulon, les bataillons arméniens se retournèrent contre les Allemands et favorisèrent le débarquement des troupes alliées.

À Castres, le groupe du lieutenant Inaichvili se battit aux côtés des troupes de la résistance... »

Gaston Laroche aborde aussi la révolte du 3^e bataillon SS « ukrainien » en Haute-Saône, avec des détails puisés aux bonnes sources. Toutefois il ne fait pas allusion au bataillon entré en dissidence au Valdahon (le 2^e).

Le ton, aujourd'hui, est à l'amalgame. Mais qui a insisté, à l'époque, en dehors des publications communistes, sur la participation directe de l'Armée rouge aux combats contre l'occupant allemand en France ?

Dans les chapitres II et III de son livre *Les Victimes de Yalta*², Nicolas Tolstoï retrace quelle fut l'action du Special Operations Executive (SOE) et insiste plus particulièrement sur l'expérience du major Manderstam. Les recommandations des hommes sur le terrain n'ont pas été suivies. Tolstoï montre que le Foreign Office, paralysé par ses relations, on pourrait dire de soumission au gouvernement de l'URSS, fut le principal obstacle à la réalisation d'un soulèvement général des troupes « russes ».

« Les communistes [français] furent particulièrement efficaces pour obtenir des informations sur les Russes servant les Allemands. En dépit de leur position politique, les maquis communistes ne pensaient pas que l'on doive rapatrier les Russes contre leur volonté. [...]

« Suivant les ordres, je montai en ligne et, à l'aide d'un haut-parleur, délivrai un message en russe à nos adversaires. Je leur demandais de se rendre, leur disant que nous savions qu'ils ne désiraient pas nous combattre, qu'on leur donnerait la possibilité de partir en Amérique ou en quelque lieu désigné de l'empire, et également, qu'il leur serait accordé une nouvelle identité. [...]

« En partie grâce à cet effort, des milliers de Russes se rendirent et passèrent dans nos lignes, constituant une large partie des soldats réunis dans les camps de prisonniers³. »

Bien que favorable à ses compatriotes qui résistent à Staline en s'alliant à l'Allemagne nazie, Tolstoï consacre quelques paragraphes aux exactions mises sur le compte de soldats « primitifs » venus des confins de l'Empire soviétique. Les Allemands s'en sont servis comme d'épouvantails. Ils ne parlaient pas la langue russe. D'ailleurs, l'immigration en général ne se reconnaissait pas dans la multitude de peuples assujettis par les tsars. Les non-Slaves étaient aux Russes blancs ce que l'indigène du Maghreb était aux Français avant et pendant les guerres coloniales.

Tolstoï est parfaitement à l'aise quand il désavoue les Mongols. Mieux vaut donc l'écouter :

« La répression allemande fut soudaine et féroce. L'acte le plus horrible eut lieu dans la vieille ville de Saint-Donat, dans la Drôme. Le 15 juin 1944, 2 000 "Allemands" accompagnés de chars se ruaient sur la petite cité... Avec des cris sauvages, ils se dispersèrent dans toutes les rues, pillant, brisant tout sur leur passage... Cinquante-trois femmes et jeunes filles, dont certaines n'avaient pas quatorze ans, avaient été violées. Le maire, M. Chancel, de qui je tiens ce récit, était le père d'une de ces pauvres filles... M. Chancel fit appel à son évêque, Mgr Pic, lequel rendit visite au général commandant la région. L'officier s'excusa, les troupes incriminées étaient des Mongols recrutés parmi les prisonniers faits sur le front russe et incorporés dans les corps auxiliaires... Ces exactions avaient été organisées par les nazis et... aucune

unité antisoviétique de Vlassov n'y avait été mêlée. Des témoins ont rapporté à Pierre de Saint-Prix qu'à Saint-Donat et à Crest, les Allemands avaient posé des affiches ainsi libellées : "Français, vous aimez les communistes russes : les voici !" Le 31 août, la retraite commençait. Les Mongols furent tout simplement abandonnés par les nazis et tombèrent aux mains des Français qui les mirent aussitôt en prison. Le terme "prison" peut sans doute n'être pas tout à fait approprié pour exprimer ce qui est advenu d'eux après le départ de leurs maîtres⁴. »

Les faits rapportés par Nicolas Tolstoï n'ont pas d'équivalent dans d'autres récits. Il y a même un témoin à décharge : le lieutenant FFI Achille Guillermet⁵ alias « l'Amiral ». De la fin août à la fin octobre 1944, il est officier de liaison auprès du 2^e bataillon ukrainien (ex-unité de la 30^e Waffen SS) rallié au maquis de Franche-Comté :

« Pour ma part, ces quelques semaines m'avaient appris à connaître, comprendre et apprécier ces étranges soudards ukrainiens, me permettant de nouer des amitiés. Ce bataillon, à ma connaissance, n'avait jamais combattu en France avant cette désertion aux côtés des Alliés. Ces Ukrainiens, selon moi, n'avaient rien de commun avec les hordes mongoles ou certaines unités soi-disant cosaques... De mon contact et de mes échanges de vue, j'avais conclu que ces Ukrainiens étaient des soldats civilisés, disciplinés et patriotes. Jamais dans nos différents cantonnements, nous n'eûmes le moindre reproche de la part des populations. Une grande foi les animait, celle de leur patrie ukrainienne, et pour servir cette foi, ils étaient prêts à tout. »

Le soir de la prise de Pontarlier, où deux compagnies ukrainiennes se trouvant au centre du dispositif français ont tenté de rallier les cosaques du 454^e régiment de cavalerie, ces « soudards civilisés » entraient au camp du Valdahon. Le chanoine Ledeur, de Besançon, alors aumônier du « groupement D » (FFI), raconte qu'il les a vus chanter et danser dans la cour d'une ferme, applaudis par les soldats et les paysans. « Quelle magnifique soirée ! quel souvenir ! »

G. Coudry, p.124-127

Les auxiliaires de l'Est finirent par devenir le « cauchemar des Allemands ». En dépit des précautions si sévères et des sanctions radicales, le haut commandement ressent la menace d'une subversion totale. Les désertions, individuelles ou collectives, sont quotidiennes. Il est évident que les dirigeants de l'armée, qui ont soutenu, pratiqué et poussé fortement le recrutement « russe », en dépit des réticences du Führer, sont acculés à sévir brutalement.

On ne s'étonnera pas du manque de motivation chez les volontaires de l'Est. Le vent a tourné. La situation militaire, marquée par un recul général du Reich sur tous les fronts, est sans espoir. Au quartier général de l'OBW, on connaît le rapport que von Schieben a expédié à Rommel, déclarant que « le moral des troupes russes n'est pas excellent à l'Ouest, depuis que le commandement les fait combattre pour l'Allemagne contre les Américains ».

Les conditions objectives d'un ralliement général des troupes « russes » disséminées des Pyrénées à la Frise ont été mises en lumière par le renseignement et soulignées par des désertions de plus en plus nombreuses, ainsi que des défections d'unités entières ayant, au préalable, exécuté leurs cadres allemands.

Un plan, une volonté, une concertation entre alliés, l'organisation systématique de la désertion à un signal convenu, ont cruellement manqué au moment du débarquement du 6 juin 1944 en Normandie. La « troupe russe », soudain retournée contre son maître et oppresseur, se jetant sur ses arrières, harcelant les convois, cisaillant les voies de retraite vers la Belgique et l'Allemagne, aurait ajouté à la confusion et au désarroi des vaincus. Les Alliés auraient eu une chance de refermer le piège sur le gros des forces ennemies qui s'échappaient.

Nicolas Tolstoï affirme qu'une tentative de subversion, opérationnelle au moment du débarquement, a été stoppée par le Foreign Office faute d'avoir reçu l'aval des Soviétiques sur la promesse du pardon qui aiderait le soldat à passer dans les rangs alliés. Les rapports du major Manderstam, du SOE, cité par Nicolas Tolstoï, montrent que 40 ex-prisonniers russes, entraînés au camp de Kempton Park, en Angleterre, étaient prêts à sauter en France, en août 1944, pour infiltrer les unités de l'organisation Todt, les formations du Génie (*Baubataillone*), les usines et les camps de travail

*

où les « Russes » étaient en majorité... Le major Manderstam estimait même que l'action, poursuivie à l'intérieur du Reich, aurait pu avoir des effets « terrifiants ».

Eisenhower a pu évaluer à 30 divisions l'apport à la lutte de la Résistance française. Combien décisif aurait été le revirement des troupes supplétives de l'Est déchirant brutalement la structure interne de la Wehrmacht... L'addition de cette masse de plus de 100 000 hommes aux effets du Plan Vert aurait été un véritable « coup de poignard dans le dos » des Allemands. Elle aurait sans doute sauvé plus d'un maquis engagé parfois un peu imprudemment dans la « guérilla totale ». Comme l'écrit l'historien américain Arthur L. Funk : « ... les troupes démoralisées de l'Axe [...] brûlaient de se rendre quand on leur en donnait la chance ¹⁶. »

G. Coudry, p. 134, 135

Le 30 août 1944, la 30^e division Waffen SS dite *Russische No 2* (composée d'un régiment russe et de 2 régiments « ethniquement » hétérogènes : un bataillon russe, 3 bataillons ukrainiens, un bataillon biélo-russe et un bataillon cosaque) est en repli dans le Doubs et s'apprête à faire face à la 1^{ère} Armée de Lattre et à la 7^{ème} Armée US de Patch...

La chasse à l'homme a changé de camp. Les unités de la 30^e Waffen SS établissent une ligne de résistance continue dans la boucle du Doubs. C'est à ce moment que s'achève, entre la VII^e Armée américaine de Patch, l'Armée française B de De Lattre et les arrière-gardes de la XIX^e Armée allemande du général Wiese, une course-poursuite de deux semaines qui a conduit les combattants de la Provence à l'Alsace. Début septembre, aux premières pluies de l'automne et aux premières gelées, des chars Panther et des canons de 88 reçoivent les éléments avancés franco-américains : le général Wiese pense avoir verrouillé la porte de Bourgogne, en Haute-Saône.

Dans ce contexte, le comportement de deux bataillons ukrainiens qui abattent leur encadrement allemand et passent, avec armes et bagages, du côté de l'armée française et des maquisards, constitue un événement d'une grande portée. Le rôle de « bouchon retardateur » imparti à la division « russe » est amoindri. Si les autres bataillons avaient suivi les Ukrainiens dans la rébellion (hypothèse qui peut se défendre), l'Alsace serait tombée aussitôt. C'est ce que souligne le général Béthouart, patron du I^{er} Corps français, lorsqu'il regrette une absence de moyens et cite, à l'appui de ce regret, le général allemand von Wittersheim, alors commandant de la 11^e Panzer qui lui faisait face : « Il n'y avait rien derrière nous. Vous auriez été au Rhin dès le 10 septembre⁴. »

Après la révolte des deux bataillons ukrainiens, la 30^e Waffen SS remonte sur Colmar où ses régiments « russes » sont remaniés. Ils reçoivent différents apports, restes de bataillons repliés de Provence : Polonais, Baltes et Russes de tout poil, Ukrainiens de Galicie et de Bukovine du Nord issus des unités dissoutes de la brigade Siegling. La division prendra part à la contre-attaque de Wiese destinée à couper les lignes de ravitaillement de Du Vigier qui s'est avancé jusqu'à Mulhouse.

Pour les historiens, l'« impasse » est quasi totale sur la présence « russe » dans cette bataille. Le général de Lattre réalise l'exploit

de battre à plate couture cette « division allemande » sans dire un seul mot, dans son ouvrage sur la I^{re} Armée⁵, de son origine « russe »...

Voici ce que le Haut Commandement allemand déclare, à propos de ces curieux « loups-garous » : « La 30^e division SS [russe] était bonne au début, mais elle s'est révélée peu solide au cours des combats. Officiers et personnel d'encadrement sont bons » (commentaire du KTB de la XIX^e Armée, le 29 novembre, à la fin de l'offensive française). Et voici quelques extraits tirés du *Tagesmeldung* (rapport et opération)⁶ et des annexes :

« 25/11/44. Les Russes quittent leur PA sans tirer un coup de feu...

26/11/44. Chef état-major XIX^e Armée à chef état-major du groupe d'armées G : « La 30^e SS, des Russes, ne tient plus debout... Le front de la 30^e SS est dissous. La ténacité de la division est perdue par les durs combats et le feu nourri de l'armée française. »

26/11/44, 14 h 45. Compte rendu du Höheren Kommando Eifel : « Le front de la 30^e SS Grenadiere Division est en dissolution. Si une décision n'intervient pas de suite ça sera trop tard. »

26/11/44. Wiese à Balck : « Oui ; il y a des *Jagdpanther*, mais on ne peut plus rien faire avec les Russes... »

29/11/44, 20 h 10. Le 90^e AK [corps d'armée] rend compte que l'officier de liaison de la division SS a rassemblé cent hommes spécialement triés sur le volet, tirés de la 30^e division SS. Le CA reçoit l'ordre de mettre immédiatement toute la division en formation de marche, afin de la faire passer aujourd'hui même sur la rive droite du Rhin par le pont de Chalampé. Toutes les armes, y compris l'artillerie resteront au 90^e AK, ainsi que le groupement tactique qui a été détaché... Par télétype, l'Armée demande au H. Gr. de faire passer le Rhin à deux cents jeunes Cosaques de quatorze à seize ans avec cinquante à soixante chevaux, ainsi que d'évacuer du matériel très précieux qu'on ne peut réparer sur la rive gauche du Rhin... »

La déliquescence 30^e division SS est omniprésente dans le journal de marche, les annexes qui enregistrent mot pour mot les conversations des chefs.

Découvrons cette note du 26 novembre, émise au moment de l'entrée des blindés de Schlessen dans Dannemarie. Elle révèle, sans en donner l'explication, le degré de désaccord, les déchirements à l'intérieur de cette grande unité.

« 11 h 40. Le Höh. Kdo rend compte : les Russes de la 30^e Waf-

fen SS sont totalement indécis et flottants. Ils tirent les uns contre les autres et sur nos propres troupes. »

Plus loin : « La division n'est plus du tout à la hauteur de sa tâche. Les Russes tirent sur leurs propres camarades⁷... »

Un tel compte rendu annonce, sans équivoque, une tendance à la dissidence des soldats battus qui abandonnent leurs positions et doivent, les jours suivants, repasser la Doller. On comprend dès lors pourquoi l'état-major du groupe d'armées « G » presse le LXIII^e Corps de les expédier au plus vite sur la rive droite du Rhin ! Mais la question se repose : comment, pourquoi les Alliés, et tout spécialement les Français, ont-ils laissé passer cette chance ?

G. Coudry, p. 148

Le débarquement du 6 juin 1944, en Normandie, jette tout de suite un nouveau jour sur la complexité du problème. Le tir des soldats enterrés dans les casemates de la côte émane parfois de ces « Russes » en tenue *feldgrau*. Sur ordre de Hitler, en août 1943, après les déconvenues de l'offensive contre le saillant de Kursk, soixante-douze *Ostbataillone* ont été transférés à l'ouest et répartis du golfe de Gascogne à l'île de Texel. Constituées par « nationalités » (vraies ou imaginaires) sous encadrement allemand, ces unités sont employées comme « troupes de forteresse » ou « bataillons de travailleurs ». Dès l'assaut en Normandie, ces combattants « peu sûrs » (*unverlässig*, précisent les documents du Haut Commandement allemand) tombent très nombreux aux mains des Alliés*.

Le commandant suprême allié, le général Eisenhower, peut annoncer, le 12 janvier 1945, que les armées américaines détiennent « 21 000 Russes faits prisonniers sous l'uniforme allemand »** — ce qui doit s'entendre au sens strict, excluant les civils... Eisenhower ajoutait que, sur cinq prisonniers, il y avait en moyenne un « Russe » et que quatre pour cent d'entre eux se trouvaient dans un état physique tel qu'il fallait les hospitaliser. Le document précisait¹ : « Ces hommes posent, en tant qu'alliés libérés, de sérieux problèmes d'intendance, de logement, d'administration et de discipline. Ils sont une source constante de friction et de discussion avec les représentants de la mission militaire soviétique qui formulent de très lourdes exigences en ce qui concerne le traitement, l'administration et les conditions de travail de leurs ressortissants. On risque en permanence de voir se produire des incidents... La solution satisfaisante à tous égards serait de rapatrier ces Russes au plus vite. »

Le mémorandum que le général Eisenhower destinait à ses chefs d'état-major résume parfaitement la question. Droit international et morale sont concernés.

Sous la pression et dans l'urgence du combat, les transfuges

* Voir notamment les études de Georges Coudry et Paul Rigoulot sur l'importance des auxiliaires « russes » dans l'occupation de la France. Inédite à sa parution dans le n° 85 d'*Historama* la carte des auxiliaires russes en France donne l'ordre de bataille de ces troupes à la veille du 6 juin 1944.

** Vu leur nombre, il s'agit certainement d'une allusion aux Russes détenus à Marseille puisque les documents officiels précisent que les Alliés anglo-saxons détiennent alors « 74 000 » prisonniers « russes » (cf. note page 57).

capturés en Normandie et au-delà sont expédiés en Grande-Bretagne, notamment dans des camps du Sussex et du Yorkshire, avant de voyager, avec les prisonniers allemands, à fond de cale, dans les bateaux ravitailleurs retraversant l'Atlantique pour les États-Unis et le Canada.

Le gouvernement américain et le président Roosevelt n'ont alors pas encore pris position — ce qui contrarie les militaires. Il n'en va pas de même en Grande-Bretagne. Au mois de janvier 1945, entre Londres et Moscou, sur ce sujet, les choses sont parfaitement claires. Des arrangements verbaux et écrits (accords Eden-Molotov) fixent la bonne exécution des acheminements de prisonniers « russes » tombés aux mains des Britanniques : soit par Bakou (et l'Iran, au sud), soit par Mourmansk (la route des convois). Une conférence (nom de code : Tolstoï) a eu lieu à Moscou en octobre 1944. Eden et Churchill sont arrivés là-bas le 9. Conversations, repas et réceptions avec Molotov et Staline en personne ont eu les plus grandes conséquences sur la conduite de la guerre et sur ce qui devait suivre. C'est même à cette conférence au sommet que s'est décidé ce qui, par un effet de vision française du monde, sera faussement attribué à la rencontre de Yalta : le partage de l'Europe.

À Moscou, la question des prisonniers détenus en Grande-Bretagne a évidemment été abordée. Décidés à faire le premier pas et à obtenir des assurances concernant leurs propres ressortissants détenus en Europe orientale (prochainement libérée, on pouvait le prévoir, au cours de l'avance de l'Armée rouge), les dirigeants britanniques ont annoncé que dix mille ressortissants soviétiques seraient conduits au port de Liverpool et embarqués sur des navires qui appareilleraient, dès le 23 octobre, à destination de Mourmansk. Le Kremlin a accueilli ce geste avec satisfaction. La négociation concrète et la signature d'une convention de réciprocité (secrète, en neuf articles) n'ont cependant lieu que le 11 février 1945, à l'autre conférence majeure, celle de Yalta, en Crimée.

Parallèlement aux discussions soviéto-britanniques, les gouvernements américain et soviétique se sont mis également d'accord. Le 11 février 1945, le major-général John Deane et le lieutenant-général Grytzlov signent une convention fixant les conditions de retour de leurs nationaux — ce qui met un terme à l'irrésolution de Washington.

Le modèle britannique inspire et guide les négociateurs d'un

accord franco-soviétique. Il est sous les yeux des dirigeants de la France libre dès la fin de 1942, au cours de la campagne de Tunisie (après le débarquement en Afrique du Nord). À l'automne de 1944, lorsque les forces allemandes achèvent leur repli vers les frontières du Reich, les prémices de l'accord soviéto-britannique définitif sont mis en avant comme base de discussion. Si tous les points du futur protocole sont âprement discutés, la négociation n'est toutefois pas encore engagée officiellement. Par des protestations, récriminations et menaces directes, les Soviétiques obtiennent les avantages et gages désirés sans grande contrepartie. Comme le prouvent des archives désormais accessibles, ils parviennent à leurs fins grâce au soutien d'organisations françaises et étrangères comme, par exemple, le CADI (Comité d'aide et de défense des immigrés), issu de la MOI (organisme du Parti communiste français dénommé « Main-d'œuvre immigrée » et chargé du « travail » en direction des étrangers).

Les Français s'empressent de créer un grand nombre de camps pour le rassemblement des étrangers groupés par nationalités. Dûment exécuté sur le terrain, le futur accord franco-soviétique trouve son modèle « juridique » dans le protocole (secret) de Yalta signé par Eden et Molotov :

« ARTICLE I. — Tous les ressortissants soviétiques libérés par des forces opérant sous le commandement britannique et tous les sujets britanniques libérés par des forces opérant sous le commandement soviétique seront, immédiatement après leur libération, séparés des prisonniers de guerre ennemis et internés séparément dans des camps ou centres de concentration jusqu'au moment où ils seront remis entre les mains des autorités soviétiques ou britanniques, suivant le cas, ou en des points convenus entre lesdites autorités [...] ². »

Si l'Union soviétique n'a pas à libérer de soldats britanniques avant la fin de 1943, la Grande-Bretagne détient de nombreux citoyens soviétiques. Elle les réexpédie selon les possibilités du trafic et la tournure des événements. Le processus des rapatriements est déjà enclenché ; il ira jusqu'à son terme. L'état-major américain s'aligne sur cette position, surtout après Yalta. Cependant, « l'armée des États-Unis ne remet pas automatiquement aux représentants de l'URSS les ressortissants qu'elle fait prisonniers », remarque, dans une note du 9 septembre 1944, le chargé d'affaires français à Mos-

G. Coudry, p. 30

cou, Roger Garreau³. Il explique aux nouveaux patrons du Quai d'Orsay que le Département d'État américain ne renvoie chez eux que les *claimants*, c'est-à-dire ceux qui reconnaissent leur appartenance à l'Union soviétique et qui s'en réclament. Cela signifie que les États-Unis, à l'automne de 1944, avant Yalta, appliquent strictement le droit international, les conventions de La Haye et de Genève sur les prisonniers de guerre.

Au cours de l'automne 1944, l'autorité de l'État sur le territoire national (français) n'est encore que ponctuelle. Dans un pays fragmenté par la rupture du réseau continu des voies de communication, au milieu de toutes sortes de conflits d'attribution de pouvoir, la soudaine apparition de « bandes russes », débris du naufrage allemand, ajoute à la confusion. L'administration en cours de reconstitution a d'autres préoccupations que de prendre en charge tous ces transfuges. Et, surtout, elle n'a pas les moyens de le faire. Les groupements armés des maquis les plus proches des Soviétiques, par admiration ou attachement politique et idéologique, s'autorisent à prendre en main le problème. Ce sont eux qui recherchent et rassemblent les laissés-pour-compte de l'occupation. Ils seront parfois le bras armé de missions soviétiques qui surgissent un peu partout comme par une sorte de génération spontanée. Accrédités sans difficulté par le SHAEF (Supreme Headquarters, Allied Expeditionary Force) — ce sont des alliés —, les officiers de l'Armée rouge suivent de près le reflux allemand. En Île-de-France, l'ambassade soviétique encore installée à l'hôtel et Staline représenté par un simple chargé d'affaires qui en réfère à Londres, trois jours à peine après la libération de Paris et le défilé sur les Champs-Élysées, quatre cents ressortissants soviétiques, transfuges de l'armée allemande, sont parqués près de Versailles, au camp de Beauregard, sous la garde de « FFI russes⁴ »... À l'est, en Franche-Comté où l'armée « B » de De Lattre est devenue la 1^{re} Armée française (subordonnée au VI^e groupe d'armées américain qui talonne la XIX^e Armée allemande en retraite), la présence d'officiers soviétiques est attestée dès le 8 septembre, à Vercel (Doubs), aux abords du camp de Valdahon qui vient d'être évacué par les Allemands. Un officier FFI, Achille Guillermet, en est témoin⁵ : « Arrivent deux officiers de l'Armée rouge en grand uniforme, un colonel et un capitaine, détachés auprès de l'État-Major interallié et chargés, déclarent-ils, de ramener dans le giron du "petit père des peuples" les brebis égarées. L'accueil qui leur est réservé est des plus hostiles. Les officiers français membres de cette commission (de rapatriement) n'osent pas se désolidariser des officiers soviétiques... »

À cette même époque, dans la région du Nord et du Pas-de-Calais libérée par la II^e Armée britannique, des informations font état d'une population de « 150 000 Soviétiques » composée essentiellement de déportés du travail et de prisonniers de guerre affectés aux mines. Ce flot survit, apprend-on, grâce aux distributions alliées... et au brigandage⁸. Les autorités militaires souhaiteraient s'en débarrasser.

Alors que la guerre se poursuit en Belgique et dans l'Est de la France — ainsi qu'autour des « poches » allemandes de l'Atlantique —, le Gouvernement provisoire (installé officiellement à Paris le 9 septembre) prend la mesure du problème posé et réfléchit aux solutions. Il lui faut aussi répondre aux doléances soviétiques dont le but évident est d'accentuer la pression. Comme annoncé, la première réunion interministérielle consacrée aux problèmes des ressortissants soviétiques se tient le 27 septembre. Les 6 et 7 octobre, on parvient à un projet de réponse dont il reste le brouillon⁹.

« Sur la base des décisions de principe prises hier (6 octobre 1944) au cours de la conférence qui s'est tenue sous la présidence de M. Frenay^{*}, une sous-commission s'est réunie aujourd'hui (7 octobre) pour arrêter le sens de la réponse à faire à la protestation soviétique concernant le traitement réservé aux ressortissants de l'URSS libérés à la suite de la bataille de France. Faisaient partie de cette sous-commission des représentants du ministère des Affaires étrangères, du ministère des Prisonniers, Déportés et Réfugiés, du ministère de la Guerre, de l'État-Major de la Défense nationale, de la direction de la Sécurité militaire, enfin le général directeur du service des Prisonniers de guerre.

Voici le schéma sur lequel l'accord a été réalisé.

1. Les autorités françaises ont examiné attentivement les doléances exprimées par l'ambassade de l'URSS.

Le flottement et les insuffisances qui peuvent subsister encore sont les conséquences des difficultés matérielles considérables auxquelles se heurte l'administration française pour les tâches multiples qui suivent la Libération. De ces difficultés, la population française est la première à souffrir en bien des régions. Les autorités feront les plus grands efforts pour résoudre ces divers problèmes de transport, d'hébergement et d'entretien.

G. Coudry, p. 32

2. D'ores et déjà, des ordres sont donnés pour la recherche et l'emploi immédiat de tous les moyens propres à la solution de ces problèmes. La bonne volonté et les efforts des services compétents sont attestés par les résultats obtenus au camp de La Celle-Saint-Cloud. Des délégués de l'ambassade soviétique ont toute faculté de visiter leurs compatriotes après s'être mis d'accord avec les services français compétents.

3. En ce qui concerne la propagande qui se serait exercée en certains endroits sur des citoyens soviétiques dans un sens défavorable à leur gouvernement, il n'a pu s'agir que de cas sporadiques. En tout cas, le ministère des Prisonniers, Déportés et Réfugiés a prescrit d'y mettre fin. Il a, par une circulaire aux commissaires régionaux de la République, interdit dans tous les camps toute propagande politique.

4. D'autre part, dès le 30 septembre, le général chef d'État-Major général a interdit, par une circulaire aux commandants des régions (militaires), toute action tendant à recruter des citoyens soviétiques pour des formations militaires françaises.

5. Les indications qui précèdent sont de nature à donner au gouvernement soviétique l'assurance que, pour ce qui concerne les autorités françaises, tout sera fait pour que les citoyens soviétiques soient traités, compte tenu des circonstances actuelles, en ressortissants d'un pays ami et allié en attendant leur rapatriement.

G. Coudry, p. 33

C'est par une sorte de génération spontanée que sont nés, à travers la France, les camps de regroupement des ressortissants soviétiques. À leur origine, en tous les cas, on trouve les états-majors des FFI. Paris ne fait pas exception puisque Beauregard, par exemple, naît d'une initiative de l'état-major FFI du XVI^e arrondissement — lequel, au sein de la Résistance, a été attribué à l'OCM (l'Organisation civile et militaire), l'un des tout premiers mouvements clandestins. Ces directions sous contrôle des FFI vont bientôt être remplacées (doublées, évincées serait plus juste) par des directions composées d'officiers soviétiques recrutés par les missions militaires qui sillonnent le pays.

Le 8 septembre 1944, en pleine bataille de Franche-Comté, se distinguent, à Lamblin (Doubs), aux côtés du 3^e régiment de tirailleurs algériens de la I^{re} Armée, les combattants d'un bataillon ukrainien. Les héros sont des déserteurs de la 30^e division de Waffen SS (« russe n° 2 »). Sitôt connu, ce fait d'armes vaut l'apparition de deux officiers de l'Armée rouge en grande tenue. C'est que pareil ralliement a jeté le trouble jusqu'en Union soviétique où le gouvernement, aussitôt averti, a fait célébrer l'événement dans la presse et envoyer une mission sur place...

« Cela jette le trouble », constate Achille Guillermet, l'officier FFI (et franc-comtois) qui a pris en charge les Ukrainiens. Pour les maquisards français, c'est un spectacle peu ordinaire que de voir deux officiers soviétiques discourant du pardon de Staline au milieu de soldats encore revêtus de l'uniforme « feldgrau ».

La réciprocité dont vont bientôt faire état les autorités françaises (après les britanniques et les américaines) a le sens de marchandage. Si l'Union soviétique s'apprête à laisser repartir des prisonniers de guerre français et des déportés, elle traîne un peu pour satisfaire le goût du pays des travailleurs du STO. Et même, certaines de ces personnes — pour des raisons qui tiennent à l'arbitraire — iront croupir dans des camps sibériens. Le renvoi des Alsaciens et des Mosellans enrôlés dans les armées du Reich et capturés avec les autres soldats de Hitler (les « malgré nous », mais aussi certains volontaires des Waffen SS) prendra des années... Leur cas, dans l'esprit des Soviétiques et de leurs partisans les plus affichés, s'apparente, finalement, à celui des « auxiliaires russes » de la Wehrmacht, des Osttruppen et autres Ostbataillone. En France, bien que les « Russes », pour une opinion travaillée par la propagande, soient agglomérés en un bloc de « Vlassov » coupables, le renvoi des ressortissants concentrés dans les camps ne pose plus que des problèmes d'intendance, de transport et de sécurité...

« Il est juste de retenir en faveur des Vlassov qu'ils constituèrent une organisation antifasciste au sein de la Légion et qu'ils passèrent à la Résistance chaque fois que l'occasion leur en fut offerte (ils se battirent farouchement contre les Allemands à Carmaux, Jouqueviel et Albi).

« Certains chefs de maquis, fort rares heureusement, et peut-être mal informés, ne comprirent pas, comme les FTPF ou les groupes "Veny", que faciliter le passage dans nos rangs des soldats soviétiques, c'était frapper durement l'ennemi. C'est grand dommage pour la Résistance à Rodez. Qu'on songe encore une fois aux martyrs de Sainte-Radegonde... »

L'allusion de Raymond Fournier aux « chefs de maquis » désigne incontestablement un commandement subordonné à un mouvement non communiste. Pour des raisons politiques proches des hésitations, des a priori ou des préjugés du corps des officiers classiques, ces responsables ne partageaient pas les conceptions des chefs des maquis « rouges » en vue d'un « intense débauchage des Soviétiques incorporés dans l'armée allemande ». Les partisans des groupes « Veny », au coude à coude ou en compétition avec les unités de guérilleros espagnols, eurent l'occasion de montrer le fonctionnement de la guerre révolutionnaire. Ce qui a pu, à juste titre, mettre en éveil l'autorité militaire, ainsi que celle, hésitante, des futurs commissaires régionaux nommés par le GPRF et de Gaulle. C'est ainsi que se recoupent les jugements de Gregori Ritvas, juif lituanien et soviétique, et de Raymond Fournier, des Franc-Tireurs et Partisans français.

En ce qui concerne les promesses de miséricorde et de pardon, ignorant parfaitement les desseins du maître de Moscou, nos deux guérilleros communistes ont pu être sincères. Leur relation a su jeter un voile sur la phase suivante : le rapatriement des sujets soviétiques. Parole de témoin irréfutable, voici une franche notation due à Gregori Ritvas : « Au lendemain de la guerre, le sort des Vlassoviens était tranché sans cérémonie, surtout ceux qui arboraient le tatouage SS. »

Des camps alliés à l'extradition vers l'URSS

C'est par une sorte de génération spontanée que sont nés, à travers la France, les camps de regroupement des ressortissants soviétiques. À leur origine, en tous les cas, on trouve les états-majors des FFI. Paris ne fait pas exception puisque Beauregard, par exemple, naît d'une initiative de l'état-major FFI du XVI^e arrondissement — lequel, au sein de la Résistance, a été attribué à l'OCM (l'Organisation civile et militaire), l'un des tout premiers mouvements clandestins. Ces directions sous contrôle des FFI vont bientôt être remplacées (doublées, évincées serait plus juste) par des directions composées d'officiers soviétiques recrutés par les missions militaires qui sillonnent le pays.

Le 8 septembre 1944, en pleine bataille de Franche-Comté, se distinguent, à Lamblin (Doubs), aux côtés du 3^e régiment de tirailleurs algériens de la I^{re} Armée, les combattants d'un bataillon ukrainien. Les héros sont des déserteurs de la 30^e division de Waffen SS (« russe n° 2 »). Sitôt connu, ce fait d'armes vaut l'apparition de deux officiers de l'Armée rouge en grande tenue. C'est que pareil ralliement a jeté le trouble jusqu'en Union soviétique où le gouvernement, aussitôt averti, a fait célébrer l'événement dans la presse et envoyer une mission sur place...

« Cela jette le trouble », constate Achille Guillermet, l'officier FFI (et franc-comtois) qui a pris en charge les Ukrainiens. Pour les maquisards français, c'est un spectacle peu ordinaire que de voir deux officiers soviétiques discourant du pardon de Staline au milieu de soldats encore revêtus de l'uniforme « feldgrau ».

G. Coudry, p. 82

La réciprocité dont vont bientôt faire état les autorités françaises (après les britanniques et les américaines) a le sens de marchandage. Si l'Union soviétique s'apprête à laisser repartir des prisonniers de guerre français et des déportés, elle traîne un peu pour satisfaire le goût du pays des travailleurs du STO. Et même, certaines de ces personnes — pour des raisons qui tiennent à l'arbitraire — iront croupir dans des camps sibériens. Le renvoi des Alsaciens et des Mosellans enrôlés dans les armées du Reich et capturés avec les autres soldats de Hitler (les « malgré nous », mais aussi certains volontaires des Waffen SS) prendra des années... Leur cas, dans l'esprit des Soviétiques et de leurs partisans les plus affichés, s'apparente, finalement, à celui des « auxiliaires russes » de la Wehrmacht, des Osttruppen et autres Ostbataillone. En France, bien que les « Russes », pour une opinion travaillée par la propagande, soient agglomérés en un bloc de

« Vlassov » coupables, le renvoi des ressortissants concentrés dans les camps ne pose plus que des problèmes d'intendance, de transport et de sécurité...

G. Coudry, p. 92

Dans le contexte de confusion de la Libération et, plus tard, dans les difficultés de l'hiver 1944, la question posée à la France par des centaines de milliers d'étrangers — Espagnols, Polonais, Tchécoslovaques, Yougoslaves, Baltes... et « Russes » —, dont beaucoup sont armés et participent aux combats, n'est pas la moindre à laquelle le Gouvernement provisoire est confronté.

Si les Espagnols républicains continuent de croire à une reconquête de leur pays contre Franco, si les Polonais, les Tchécoslovaques ou les Italiens ont tout de suite su ce qu'ils avaient à faire, les « Russes » attendent que le flou se dissipe — les « Russes », c'est-à-dire aussi les Baltes, les Ukrainiens des provinces occidentales et, plus généralement, les ressortissants des pays « conquis/libérés » par l'Armée rouge.

L'affaire (pour la France) se traite entre une grande puissance, l'Union soviétique, que la guerre et les victoires ont hissée au second rang des nations, et une puissance vaincue à qui le bon vouloir de ses partenaires et l'audace de son chef, de Gaulle, redonnent un rang honorable. Dans ce système de rapport de forces, le gouvernement soviétique considère plutôt la France avec mépris et comme une vassale. D'autant que pour retrouver sa place dans le « concert des nations », tel que le général de Gaulle se l' imagine, elle est contrainte de flatter l'ours soviétique. Cela permet aux autorités soviétiques (diplomates et officiers de la mission militaire de rapatriement) d'imposer des conditions draconiennes pour le rassemblement et l'hébergement de leurs ressortissants et d'exiger un retour immédiat dans la mère patrie. Les Français, bousculés par des exigences (et des remontrances) permanentes,

se plient aux ordres sans trop d'états d'âme. Il faut dire qu'ils sont un peu pris de court et qu'ils auraient bien vu, dans un premier temps, une intégration des volontaires dans les unités de l'armée en cours de réorganisation et une affectation des travailleurs aux mines, ateliers et chantiers où manque cruellement la main-d'œuvre.

Sous la double pression de l'Union soviétique et du parti « séparatiste », comme dira plus tard de Gaulle, le Gouvernement provisoire s'avance cahin-caha vers une version originale (française) des méthodes appliquées par les Britanniques dès 1942 et les Américains à partir de 1943. On sépare les ressortissants soviétiques capturés en uniforme feldgrau des prisonniers de guerre authentiquement allemands ; on les enferme dans des camps avant de les réexpédier, au besoin *manu militari*, au maréchal Staline qui, a dit Bogomolov, donne l'aman...

G. Coudry, p. 304, 305

L'originalité de l'attitude française tient au fait que l'extradition se prépare et se passe dans une relative douceur (compte tenu de l'époque). Il n'y aura pas, du moins sur le sol français, de scènes regrettables et quelquefois sanglantes comme en susciteront les Britanniques à Lienz, en Autriche (vallée de la Drave), ou les Américains à Dachau ou Plättling. Ayant conservé la direction de leurs camps, les Anglo-Américains sont les seuls à supporter la responsabilité des rapatriements forcés. Pour la France, les torts sont partagés...

À chaque fois que les Soviétiques et leurs auxiliaires français seront pris en flagrant délit d'ingérence (par exemple à kidnapper des récalcitrants ou à vouloir faire la police autour de la gare de La Part-Dieu, à Lyon *...), les autorités françaises pourront formuler des remontrances — et l'on verra les officiers de la mission soviétique embarrassés. Cela n'empêchera ni les assassinats discrets ni la mise en œuvre d'une première épuration — attestée par Bogomolov lui-même. Cela n'interdira pas aux missions militaires, dûment autorisées par le haut commandement, d'appliquer le « droit » soviétique dans les soixante-dix camps soviétiques « français ».

Quoi qu'en disent l'ambassadeur Bogomolov, le vice-ministre Dekanozov ou le général Dragoun, les méthodes françaises se sont révélées efficaces. Au moment où, le 29 juin 1945, la France et

l'Union soviétique signent un accord de réciprocité fixant les règles du jeu, on peut dire que cet accord est presque devenu sans objet. Les deux tiers des ressortissants soviétiques ont déjà été réexpédiés à Staline (et au NKVD). Reste à passer au peigne fin ce qui demeure de l'encadrement, des retardataires, des malades, des cas litigieux et des récalcitrants. A propos de ces derniers, la France va faire du zèle durant quelques mois. Police et gendarmerie reconduisent dans les camps les évadés repris (et parfois dénoncés)... Et ceci au moins jusqu'au départ du général de Gaulle (janvier 1946) qui coïncide avec les premiers signes de « guerre froide ».

Longtemps, la seule évocation de ces extraditions déchaîna les foudres des porte-parole attitrés de l'URSS (officiels et officieux) et des défenseurs de la *vulgate* du KGB. Taisant que la moitié au moins des « Russes » extradés était faite de civils déportés, que parmi ces civils figuraient nombre de femmes et d'enfants, que l'autre moitié, composée de prisonniers de guerre, n'avait commis d'autres forfaits que d'accepter de couler du béton pour l'organisation Todt, taisant surtout que la plupart des auxiliaires de la Wehrmacht — et même de la Waffen SS — avaient pris une part non négligeable à la libération de la France en se rangeant, avec armes et bagages, du côté de la Résistance là où elle était présente, on neutralisa la conscience des Français en leur racontant que tous ces « Russes » avaient appartenu à l'armée Vlassov, l'armée du « traître », et qu'ils s'étaient salis dans la répression des maquis...

Le « problème », c'est que Vlassov ne fut autorisé par les nazis à créer une armée qu'en novembre 1944... la France étant libérée depuis plusieurs semaines. D'autre part, s'il est indéniable que des unités d'auxiliaires de l'Est se rendirent coupables d'exactions dans des régions à forte implantation de maquis, cela prit parfois l'importance des actions comparables conduites par la Milice de Darnand. Les porte-parole de Staline réduisirent leurs justifications à un amalgame calomniateur.

Ensuite, tomba le rideau de fer de l'oubli. Notre ouvrage, nous l'espérons, ménage un oculus dans la paroi. Cinquante ans de silence n'ont pas suffi, finalement, à étouffer la mémoire. Les archives, quand on veut bien les ouvrir et les consulter, témoignent pour la fin des temps.

G. Coudry, p.306

Conclusion

La résurrection actuelle de la « Grande Russie » est inséparable, elle, de l'autre fantôme : Andreï Vlassov. Au terme du conflit mondial, la grande illusion entretenue par l'ancien défenseur de Moscou (en décembre 1941, à la tête de la II^e armée soviétique) repose sur la probabilité d'un affrontement imminent entre les Alliés occidentaux et Staline. L'entreprise de Vlassov et de ses compagnons consiste à édifier une « troisième force » qui pourrait être crédible en un tel contexte — ce que pressent Hitler qui qualifie Vlassov de « renard dans le poulailler » et lui refuse toute possibilité d'action.

Assigné à résidence à Berlin, strictement surveillé par la Gestapo, otage de la propagande, Vlassov ne pourra rien entreprendre avant novembre 1944. Son « armée » ne sera opérationnelle (deux divisions incomplètes...) qu'au printemps de 1945. Et son action d'éclat (elle aussi passée sous silence) sera la libération de Prague, aux côtés de la résistance nationale tchèque, trois jours avant l'arrivée de l'Armée rouge.

Le tort de Vlassov est d'avoir été anachronique et d'avoir flotté entre Hitler et Staline, ces deux suppôts de l'enfer. Vlassov ne pouvait que faire naufrage. Il est mort pour une cause provisoirement déjà perdue en 1917-1918. À leur façon, Churchill et Roosevelt ont, eux aussi, pactisé avec le diable. Vlassov est vaincu : il

a tort ! Sa mémoire, inséparable de l'histoire de l'Europe à naître, doit être relevée.

Comment ne pas se souvenir de la réflexion du « Commandant X », auteur d'un mémoire d'école de guerre (sur Vlassov précisément) conservé au Service historique de l'armée de terre : « Ainsi est mort un homme (Vlassov) qui a débuté comme Hoche et fini comme Moreau » ?

Rappelons, par ailleurs, que les « Russes » stationnés en France en 1943-1944 n'ont jamais fait partie de la véritable « ROA », même s'ils portaient, effet voulu par la propagande allemande, l'insigne à ce chiffre sur la manche de leur tunique. Effet réussi, au demeurant, mais la véritable « ROA » n'exista pas avant la fin de 1944... et Vlassov ne commanda rien sur le territoire français.

En définitive, y avait-il urgence, pour les alliés occidentaux, de livrer, de gré ou de force, contrairement au « droit d'asile » reconnu, en principe, par les nations civilisées, ces dizaines de milliers de militaires capturés à l'Ouest, dans la phase finale de la Seconde Guerre mondiale ?

Sauf exception, les ouvrages historiques en langue française ont soigneusement mis la question de côté. Les auteurs allemands et de langue anglaise ont eu plus de courage et rendu compte de la tragédie.

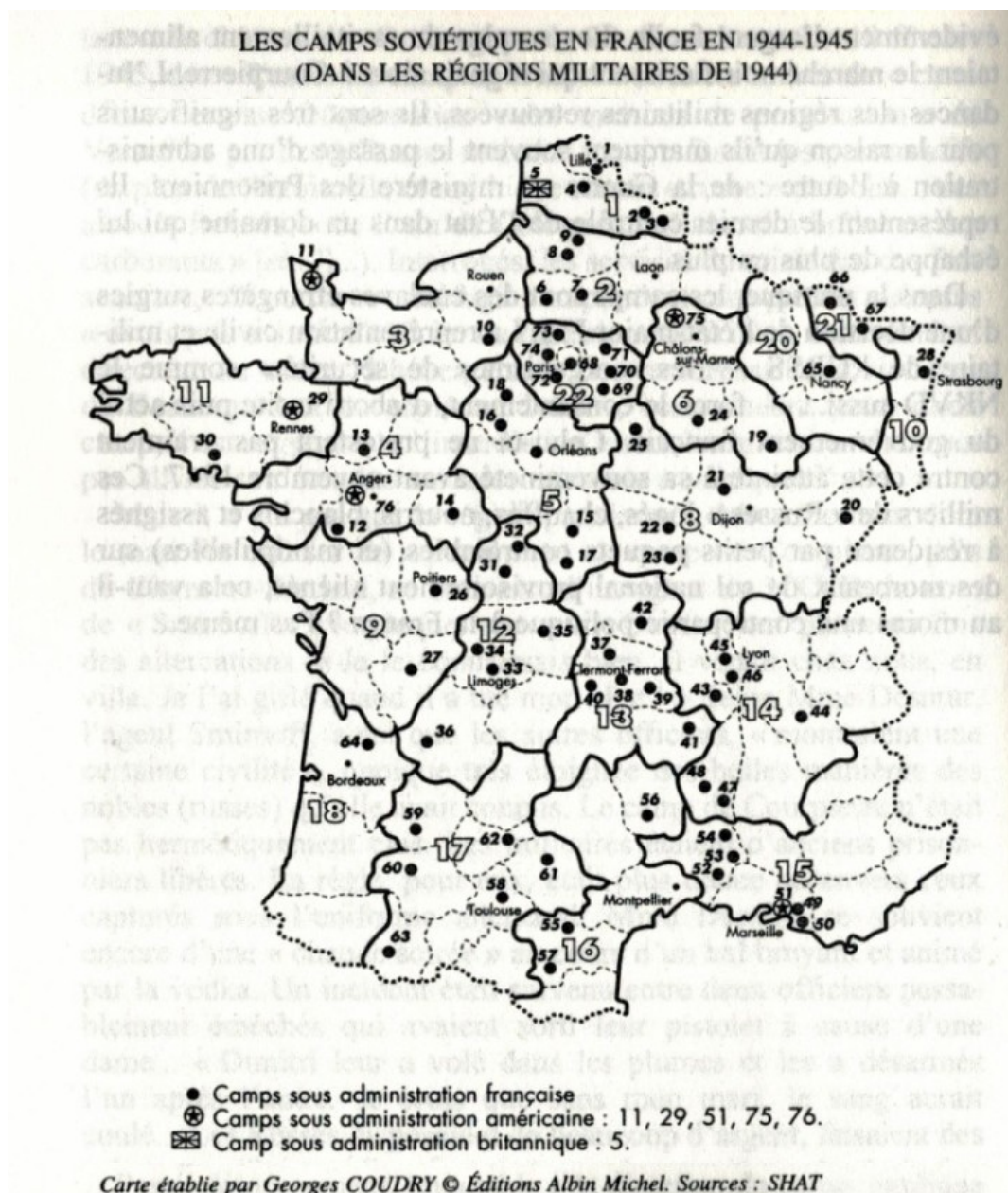
L'un d'eux, Nicolas Tolstoï (Nikolaï Tolstoy), assimila la livraison des prisonniers yougoslaves et cosaques à un véritable « crime de guerre » et s'en prit à l'un des officiers britanniques qui dirigèrent l'opération près de Lienz, Autriche, dans la vallée de la Drave. Le 1^{er} décembre 1989, un jugement d'un tribunal britannique condamnait Nicolas Tolstoï et Nigel Watts, autre signataire du libelle, à une amende d'un million et demi de livres sterling — et, pour les dépens, à un million de livres sterling de frais de justice ! Comme me l'écrira le condamné, ce fut « le plus grand procès en diffamation de l'histoire de la justice britannique ».

S'il est un droit d'asile théoriquement incontestable, c'est bien celui qui est offert sans restriction, après la fin d'un conflit, par les pelouses tranquilles des cimetières militaires, sous les ormes et les ifs... Soldats perdus ou non, citoyens soviétiques disparus dans la lutte antimaquis au sein des rangs allemands, dans les combats antifascistes au milieu de la Résistance française, soldats enterrés, à jamais anonymes, en quelque forêt ou quelque lande revêtue de bruyère... le sol de France s'est ouvert largement à l'accueil des corps.

Le rapport que j'ai présenté, en mars 1991, m'a permis de comptabiliser 7 062 Soviétiques inhumés dans les fosses communes et les tombes individuelles des nécropoles.

Non loin de ces lieux de silence et de piété, les 22 *Friedhöfe* gérés par le *Volksbund* contiennent une encore plus grande quantité de corps « russes ». Selon l'association, ces soldats-là ne sont pas pris en compte à part puisque les « volontaires de l'Est » sont réputés « morts de l'armée allemande ».

G. Coudry, p. 308, 309, 310



Baraques du camp de Beauregard à la Celle-Saint-Cloud qui accueillit les prisonniers russes

Les camps sont répartis par régions militaires (régions créées par les décrets du 9 juin et du 21 octobre 1944).

I^{ère} RM (Lille)

- 1 Ronchin-Lille (59)
- 2 Saint-Amand-les-Eaux (59)
- 3 Valenciennes (59)
- 4 Hénin-Liétard (62)
- 5 Le Touquet (britannique)

II^e RM (Laon)

- 6 St-Germain-la-Poterie (60)
- 7 Compiègne (60)
- 8 Boutillierie (80)
- 9 Fouilloy (80)

III^e RM (Rouen)

- 10 Evreux (27)
- 11 Cherbourg (américain)

IV^e RM (Angers)

- 76 Angers (américain)
- 12 Cholet (49)
- 13 Château-Gontier (53)
- 14 Tours (37)

V^e RM (Orléans)

- 15 Bourges (18)
- 16 Châteaudun (28)
- 17 St-Amand-Montrond (18)
- 18 Hanches (28)

VI^e RM (Châlons-Champagne)

- 75 Reims (américain)
- 19 Bourbonne-les-Bains (52)
- 24 Troyes (10)

VII^e RM (Dijon)

- 20 Besançon (25)
- 21 Velars-s/Ouche (21)
- 22 Mâcon (71)
- 23 Chalon-s/Saône (71)
- 25 Sens (89)

IX^e RM (Poitiers)

- 26 Poitiers (86)
- 27 Le Basseau-Narsac (16)

X^e RM (Strasbourg)

- 28 Strasbourg (67)

XI^e RM (Rennes)

- 29 Rennes (américain)
- 30 Theix (56)

XII^e RM (Limoges)

- 31 Châteauroux (36)
- 32 Brives (36)
- 33 Limoges (87)
- 34 St-Junien (87)
- 35 La Courtine (23)

- 36 Creysse (24)

XIII^e RM (Clermont-Ferrand)

- 37 Clermont-Ferrand (63)
- 38 Aynes (63)
- 39 Courpierre (63)
- 40 Bourg-Lastic (63)

- 41 Le Puy (43)

- 42 Périgny (03)

XIV^e RM (Lyon)

- 43 St-Étienne (42)
- 44 Grenoble (38)
- 45 Lyon (camp sov. N° 45)
- 46 Lyon (Fort de Chapoly)
- 47 St-Pons (07)

- 48 Val de Neyrac (07)

XV^e RM (Marseille)

- 49 Marseille (Le Rove)
- 50 Marseille
- 51 Marseille (américain)
- 52 Nîmes (30)

- 53 Laudun (30)

- 54 L'Ardoise (30)

XVI^e RM (Montpellier)

- 55 Carcassonne (11)
- 56 Mende (48)
- 57 Couiza (11)

XVII^e RM (Toulouse)

- 58 Toulouse (31)
- 59 Agen (47)
- 60 Montestruc-s/Gers (32)
- 61 Isle-s/Tarn (81)

- 62 Caylus (82)

- 63 Tarbes (La Planète)

XVIII^e RM (Bordeaux)

- 64 Libourne (33)

XX^e RM (Nancy)

- 65 Nancy (54)

XXI^e RM (Metz)

- 66 Metz (57)

- 67 St-Avold (57)

XXII^e RM (Paris)

- 68 Paris (Caserne de Reuilly)

- 69 Melun (S&M)

- 70 Provins (S&M)

- 71 Meaux (S&M)

- 72 Versailles (Beauregard)

- 73 Baillet-en-France (S&O)

- 74 Pontoise (S&O)

* Voir la carte et la liste, p. 72 et 73. Outre ces soixante-dix camps, on comptera en définitive soixante-seize camps « soviétiques » en France, cinq d'entre eux étant sous administration américaine et un sous administration britannique.

Une estimation du nombre de « ressortissants soviétiques » ayant passé par les camps « de prisonniers » est envisageable mais elle n'a de valeur qu'hypothétique. Les Anglo-Saxons ont fait environ 74 000 prisonniers « russes » se répartissant ainsi :

— camp britannique du Touquet :	6 000
— camps américains :	
de Cherbourg	30 000
de Marseille	21 000
de Rennes	6 000
d'Angers	6 000
de Reims	5 000

À ces « prisonniers alliés », il convient d'ajouter ceux qui sont détenus dans les camps français mais ceux-ci sont difficilement comptabilisables car les camps « soviétiques français » regroupent les civils avec les militaires.

En tenant compte des 30 000 auxiliaires et volontaires de l'Est qui échappèrent à l'encerclement des Alliés en France et formèrent l'essentiel des deux divisions de la « ROA » de Vlassov, au printemps de 1945, on arrive à un total de 104 000 « Russes »... Si nous ajoutons les 7 062 tombes des nécropoles et des carrés ainsi que les 2 000 morts « soviétiques » dans la Résistance, nous ne sommes pas loin de l'estimation à 120 000 (minimum) des auxiliaires et volontaires de l'Est qui figurent sur le tableau des forces auxiliaires de la Wehrmacht à l'hiver 1943, p. 121.

G. Coudry, p. 57



Coupure de presse relatant le rôle de Gregori Ritvas dans la libération du Puy-en-Velay, en août 1944. Carte d'identité militaire des FFI du capitaine «Grégoire».
(Photos. D.R)

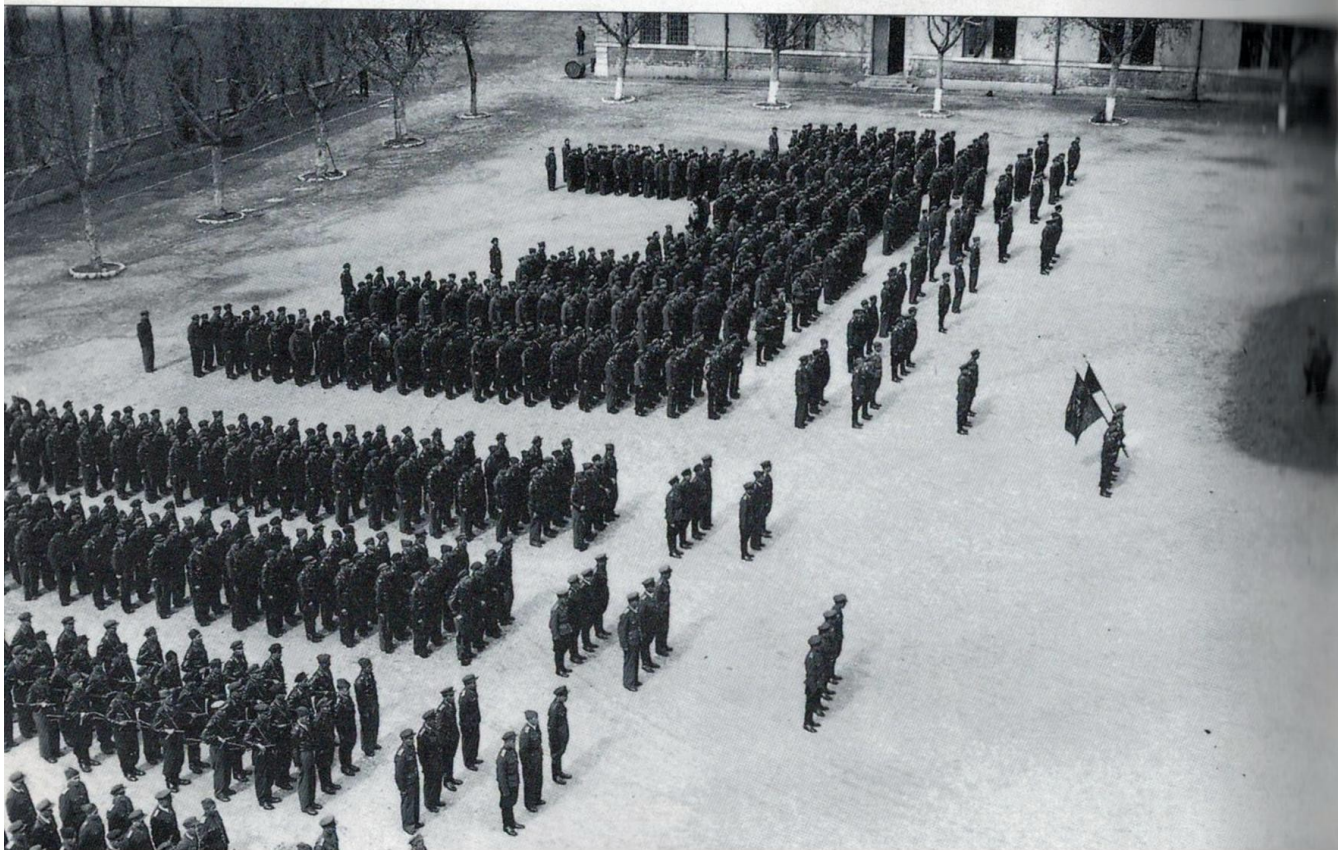


Parade dans la cour de la caserne Valongue le jour de la remise de la croix de guerre avec palme au «1^{er} régiment de partisans soviétiques en France».

Ci-contre : Des danses «caucasiennes» sont inscrites au programme des réjouissances.



Ci-dessous : La cour de la caserne nîmoise à l'occasion d'une prise d'armes, compagnies et sections rassemblées.
(Photos ECPA)



P. 93,94

On savait tout cela à l'Ouest, et c'était pour les gouvernements un sujet constant d'inquiétude qui les faisait considérer avec appréhension la moindre violation de l'accord de Yalta. A la fin de la guerre, il y avait un peu plus de 2 millions de citoyens soviétiques en Allemagne de l'Ouest et on entreprit leur rapatriement avec une telle rapidité qu'en deux mois, on en avait déjà remis 1 393 902 aux forces de l'Armée rouge. On n'a que peu de documents sur cette période mouvementée et il n'est donc pas possible d'établir combien, sur ce nombre, opposèrent quelque résistance. D'après les renseignements fournis par les officiers commandants de secteur, la majorité d'entre eux étaient d'accord pour s'en retourner en Russie. Certains appréhendaient peut-être quelque peu l'accueil qui leur serait réservé, car, en dépit de la sévère mise en garde de Staline, ils s'étaient bel et bien rendus à l'ennemi. Ils ne s'attendaient cependant pas à être punis de dix ans de travaux forcés dans un camp. Il y en eut d'autres qui, d'emblée, résistèrent. L'auteur a recueilli le témoignage de plusieurs officiers qui lui ont cité des cas de Russes cherchant à sauter ou à s'échapper d'un convoi en partance vers l'Est, ou même de Russes demandant aux Alliés de les fusiller plutôt que de les livrer aux autorités soviétiques. La plupart, cependant, se rendant rapidement compte que Britanniques et Américains avaient reçu l'ordre formel de les rapatrier de force et se montraient résolus à l'exécuter, acceptèrent l'inévitable et obéirent aux instructions qu'on leur donnait. Du coup, bien entendu, il devenait de leur intérêt de se dire enchantés par la perspective de leur prochain rapatriement et de protester en toute occasion de leur indéfectible loyauté dans l'espoir d'être crus sur parole.

Sur les 2 millions de citoyens soviétiques se trouvant alors dans l'Ouest de l'Allemagne, il s'en trouvait peu qui pussent se prétendre innocents de tout crime de collaboration avec l'ennemi. Très peu avaient résisté à toutes les menaces et passé ces longues années de captivité sans prêter en rien leur concours à l'effort de guerre allemand. Dans la plupart des cas, cette collaboration n'était pas allée bien loin, elle s'était limitée à accepter d'accomplir des travaux subalternes ou dangereux, en échange d'une nourriture et d'un logement un peu meilleurs. Il y avait, malgré tout, un certain nombre de cas de collaboration caractérisée. Des centaines de milliers de citoyens soviétiques avaient combattu de leur plein gré et avec enthousiasme du côté allemand. Profitant du chaos qui régnait au cours de ces mois de mai et juin 1945, beaucoup cherchaient à se mêler aux réfugiés en instance de rapatriement. Avec un peu de chance, peut-être pourraient-ils ainsi rentrer sans qu'on sache ce qu'ils avaient fait. Ceux-là, durant ces quelques semaines, eurent des choix angoissants à faire. Que valait-il mieux? Rentrer en espérant que tout se passerait bien? S'enfuir et tenter de rester en Allemagne? Dans un cas comme dans l'autre, les chances de survie semblaient minces.

...

avec certitude qui avait effectivement collaboré. Certes, la culpabilité de ceux qui avaient combattu les armes à la main dans le camp allemand était flagrante, mais cela prouvait-il l'innocence des autres, de ceux qui avaient résisté à la « persuasion » allemande et avaient conservé leur statut de prisonniers de guerre? Qu'est-ce qui prouvait que les Allemands n'avaient pas laissé exprès des traîtres dans les camps pour espionner les autres détenus? Et ces espions, combien étaient-ils? Peut-être des milliers. Il aurait donc fallu des années pour examiner individuellement chaque cas et « blanchir » un à un tous les anciens prisonniers de guerre. D'ailleurs, qu'un soldat soviétique ait pu se laisser faire prisonnier ne prouvait-il pas à l'évidence sa qualité d'opposant à la Russie soviétique? Pourquoi, en effet, ne s'était-il pas battu jusqu'au bout? N'avait-il pas, en réalité, cherché à se faire prendre? Certes, les services de sécurité auraient été à même d'examiner chaque cas dans le détail, de procéder à des interrogatoires, de recueillir des témoignages et des preuves, d'organiser des procès. Ainsi, en se donnant du mal, on aurait pu séparer les « brebis galeuses » du reste du troupeau. Mais si jamais on faisait une erreur et qu'on laissait s'infiltrer un seul agent de l'étranger? Finalement, Staline et ses hommes en vinrent à la conclusion que la seule solution à la fois simple et sûre était de coffrer tout le monde.

La lettre de l'ambassadeur comportait un second malentendu. Il ne faisait pas de doute que « d'importants contingents de Russes » étaient effectivement en train de prêter main-forte à l'armée allemande sur le front occidental, mais il était hors de question, pour le gouvernement soviétique, de reconnaître cet état de choses. Admettre la situation revenait à faire un aveu à la fois mortifiant pour l'Union soviétique vis-à-vis de ses alliés, et embarrassant pour le gouvernement communiste vis-à-vis de son opinion publique. On ne voyait pas, après tout, de troupes américaines ou britanniques dans le camp allemand. Alors, pourquoi des Russes? Pourquoi était-ce seulement dans les camps de prisonniers russes que les Nazis avaient réussi à recruter un aussi grand nombre de traîtres? La situation était humiliante pour Staline et il était décidé à adopter la méthode classique des dictateurs en ce genre de cas, savoir : refuser tout uniment d'admettre la réalité des faits.

Le 31 mai, Molotov répondit à Clark Kerr :

Nicolas Bethell, p. 12

« D'après les informations dont disposent les autorités soviétiques, le nombre des individus auxquels vous faites allusion reste insignifiant et il n'y aurait pas un grand intérêt politique à lancer un appel spécialement à leur intention. Dans ces conditions, le gouvernement soviétique ne voit aucune raison particulière de publier le communiqué que vous suggérez dans votre lettre, et ceci ni au nom de J. V. Staline, ni au nom du gouvernement soviétique ¹. »

Lorsque, une semaine plus tard, vint le jour « J » et que les armées américaines et britanniques envahirent la France, on put cependant s'apercevoir que le nombre des Russes sous uniforme allemand était loin d'être « insignifiant ». Un rapport des services de renseignements britanniques notait, en date du 17 juin, que 10 % des soldats ennemis capturés et transférés en Angleterre étaient des Russes. Les Allemands les avaient rassemblés, avec d'autres étrangers, dans des bataillons spéciaux placés sous le commandement d'officiers allemands, et ces bataillons avaient été envoyés en renfort auprès d'unités déjà existantes. Les combattants étrangers n'étaient donc pas concentrés dans une zone en particulier, mais dispersés sur toute la longueur de la côte atlantique, depuis la Hollande jusqu'aux Pyrénées. Le haut-commandement allemand redoutait, semble-t-il, les risques de rébellion qu'aurait pu entraîner la forte concentration, dans une seule et même zone de combat, de ces troupes auxquelles il ne faisait qu'une confiance limitée.

Les Russes se rendirent plus facilement que les Allemands. Un rapport britannique note que, lorsque les Alliés commencèrent à bombarder le littoral, les Russes « restèrent sans bouger à attendre ce qui allait se passer ». Lorsque les Américains et les Britanniques les interrogèrent, tous firent, à peu de choses près, le même récit pathétique des circonstances dans lesquelles ils avaient été amenés à combattre dans le camp ennemi de leur patrie. Une unité, capturée quelques heures seulement après le débarquement, ne possédait ni transport motorisé, ni pistolets ou fusils mitrailleurs. Leur seule arme était le fusil et, pour tout moyen de transport, ils ne disposaient que de vingt chevaux par compagnie. Ils ne firent guère de difficultés à raconter leur triste odyssée :

« Après avoir passé plusieurs mois comme prisonniers de guerre en Russie à travailler à la construction de routes et de fortifications, ils ont été envoyés, par convois de 50 à 150 hommes, en France où

ils ont continué le même genre de travaux. On ne leur a jamais demandé s'ils voulaient s'enrôler dans l'armée allemande; on leur a simplement remis des uniformes allemands et des fusils. Ces Russes ne se sont jamais considérés comme autre chose que des prisonniers. Ne parlant que le russe, ils étaient totalement coupés du reste du monde. Toutefois, lorsque nous leur avons demandé s'ils voulaient rentrer en Russie, la plupart ont répondu avec indifférence et certains ont même dit non. Aucun parmi eux ne semble avoir de convictions politiques et la plupart sont d'ailleurs trop ignorants pour en avoir. Nombre d'entre eux semblent néanmoins persuadés que le fait d'avoir servi — même enrôlés de force — du côté allemand les fera considérer par les Russes comme des traîtres, ce qui a toutes chances de signifier pour eux l'exécution ². »

Les Russes combattant en France étaient perdants sur les deux tableaux. Pour sauver leur vie, ils avaient endossé l'uniforme allemand, ils s'étaient ainsi irrévocablement compromis aux yeux de leur gouvernement mais aussi (ils n'allaient s'en rendre compte que plus tard) aux yeux des Américains et des Britanniques. Les Nazis ne perdirent pas de temps pour exploiter la situation et leur affirmèrent que, si jamais ils tombaient aux mains des Alliés, ils seraient à coup sûr exécutés; leur seul espoir était donc de combattre jusqu'au bout du côté des Allemands. La propagande nazie monta en épingle la situation de ces Russes, car leur présence dans les rangs allemands prouvait l'existence de dissensions parmi les Alliés et c'était là un bon thème à exploiter. Les plus réalistes parmi les Allemands savaient en effet que la guerre était en train d'être perdue et que le seul espoir, désormais, résidait dans un écroulement de la Grande Alliance.

Les Occidentaux percevaient fort bien l'aspect délicat de cette situation et ils avaient beau être furieux d'avoir d'abord à se battre contre des soldats russes pour avoir ensuite à les nourrir une fois capturés, ils étaient soucieux de ne rien faire qui pût offenser l'Union soviétique sur qui, après tout, reposait tout le poids de la guerre sur le front oriental. On transporta par bateau un grand nombre de prisonniers de l'autre côté de la Manche mais, comme la Grande-Bretagne ne disposait pas de locaux suffisants pour les héberger, on en envoya un certain nombre aux États-Unis et au Canada. Les Alliés se rendaient compte que le gouvernement soviétique verrait d'un mauvais œil la détention de ressortissants russes dans les mêmes camps que les Allemands et que, d'autre part, il était vraisemblable qu'il

demanderait à être mis en relations avec ces brebis égarées.

Les Alliés étaient tout disposés à faire plaisir à Staline et, dès le 24 juin 1944, Patrick Dean, conseiller juridique près le Foreign Office, rédigea une note sur l'importance qu'il y avait à garder les détenus de nationalité soviétique dans des camps distincts, au lieu de les mêler aux autres prisonniers de guerre allemands. Il indique à ce sujet que, du point de vue juridique, rien ne justifiait l'emprisonnement de ces hommes en Grande-Bretagne. Il s'agissait après tout de ressortissants d'un pays allié et il convenait par conséquent de les traiter comme tels, sauf s'ils avaient commis un crime particulier. On demanderait à l'ambassade d'Union soviétique et à la Mission militaire de prêter leur concours à l'administration des camps et d'organiser, dès que des navires seraient disponibles, le retour de ces hommes en Union soviétique. En attendant, ils pourraient travailler en Grande-Bretagne et contribuer ainsi à l'effort de guerre.

En revanche, soulignait Dean, les Russes qui avaient aidé les Allemands, soit en travaillant pour eux, soit en combattant dans leurs rangs, se trouvaient, du point de vue juridique, dans une position très différente. A son avis, il était possible que ces hommes fussent « coupables de crime aux yeux de la loi soviétique, en l'occurrence de trahison, à moins qu'ils ne puissent justifier, à la satisfaction des autorités soviétiques, qu'ils n'ont agi que contraints et forcés et n'ont donc commis aucun crime punissable ». Dean était préoccupé par l'éventuelle réaction de l'Allemagne au cas où ces hommes seraient livrés aux autorités soviétiques, lesquelles n'allaient pas manquer de prendre des sanctions à leur encontre. Ces soldats avaient après tout été pris sous l'uniforme allemand, et maint juriste soutenait la thèse selon laquelle c'est l'uniforme d'un soldat qui détermine son allégeance. L'Allemagne serait, dans ces conditions, fondée à se plaindre si elle découvrait que la Grande-Bretagne et l'Amérique livraient des membres de son armée à une exécution quasi certaine. Du même coup, elle risquait d'exercer de sévères représailles contre les prisonniers de guerre américains et anglais.

Nicolas Bethell, p. 15